

Brésil

Pays ou sous-continent ?

Le plus vaste Etat d'Amérique du Sud (8 515 000 km²) et le plus peuplé avec plus de 200 millions d'habitants, le Brésil, est un pays essentiellement tropical et d'altitude moyenne. Il se caractérise par un relief de plateaux où les horizons plats dominant, hormis sur la façade atlantique et au sud où l'on découvre un paysage de moyenne montagne.

Plusieurs grands ensembles se distinguent, tant d'un point de vue morphologique que climatique.

L'Amazonie correspond à une grande plaine qui recouvre la presque totalité du Nord du Brésil, sur 3 500 kilomètres de long et 600 à 1 200 kilomètres de large, selon les lieux. Il s'agit d'une zone de cuvette où s'écoulent l'Amazone et ses affluents qui sont bordés par une zone inondable, la Varzea. Sur ses bords, on trouve des terrasses, des collines et de bas-plateaux. Au sud de la grande plaine amazonienne, s'étend le plateau intérieur, vaste espace plan incliné où s'écoulent de multiples fleuves dont le principal est le Parana.

Le Nordeste se caractérise par ses plateaux qui se terminent sur la côte atlantique en plages profondes ou en falaises. Les paysages de l'Est correspondent à des zones de moyenne montagne. La région est drainée par de nombreuses rivières qui s'écoulent vers l'intérieur.

Le Sudeste est une région montagneuse formée de hautes crêtes comprises entre le fleuve São Francisco et le littoral. Les fleuves, parmi lesquels le Rio Grande, les rios Tietê et Iguaçu, pour ne nommer que les plus célèbres, drainent les hautes terres et s'écoulent vers la mer. C'est dans cette région que l'on trouve la pontão da Bandeira, point culminant du pays avec ses 2 890 mètres.

Enfin, le Brésil méridional correspond à l'espace collinéen du Rio Grande do Sul.

Le climat est équatorial en Amazonie et tropical dans le reste du pays : les températures annuelles sont supérieures à 22°C, sauf au sud où elles sont de 18°C, avec des étés chauds et des hivers parfois froids. Certaines régions sont très arrosées, notamment l'Amazonie et les plaines littorales atlantiques, la pluviosité est moyenne à l'intérieur et faible dans le Nordeste. A cette variété climatique correspond une végétation tout aussi variée. La très vaste et profonde forêt équatoriale est couverte d'arbres à feuilles permanentes que l'on nomme la mata. Dans le plateau intérieur et sur les hautes terres, de l'Etat de Bahia jusqu'à celui de São Paulo, les paysages forestiers sont remplacés par des savanes ou campos qui dominent au Mato Grosso et dans le Goiás. Les sols ferrugineux y sont rouges et peu fertiles.

Dans l'intérieur du Nordeste, la végétation est adaptée à la sécheresse, avec une prédominance de buissons d'épineux et de cactées. C'est la caatinga.

Enfin, les plaines littorales de l'Atlantique abritent, de São Paulo au Natal, une forêt tropicale tandis que la végétation des Etats les plus méridionaux est de type subtropical « chinois ».

Sommaire :

- L'ethnographie du Brésil
- Le Brésil colonial : de la découverte à l'exploitation
- De la révolution à la naissance d'une nation indépendante
- Les débuts de la République
- L'ère du populisme
- Le Brésil contemporain : l'émergence d'une grande puissance

L'ethnographie du Brésil

C'est Pero Vaz de Caminha, chroniqueur de la flotte d'Alvares Cabral, qui nous a donné les premières informations concernant les indigènes qui peuplaient la terre du Brésil au moment de sa découverte. Les divers groupes de langue tupi établis sur les côtes étaient en état de guerre permanente et les prisonniers capturés lors de ces combats étaient sacrifiés et mangés rituellement. D'emblée, on associa le cannibalisme aux populations indigènes du Brésil qui furent en contact avec les Portugais, puis avec les Français, mais disparurent rapidement du littoral. On possède – grâce au témoignage d'Hans Staden, un arquebusier allemand engagé au service du Portugal – de précieuses informations sur les rites anthropophages des Tupinambas. D'autres témoignages, ceux de Jean de Léry ou d'André de Thevet, sont également utiles. Il semble que les découvreurs du pays aient surestimé le volume des populations sur la côte ou au long de l'Amazone. La réduction en esclavage des autochtones entraîna leur fuite vers l'intérieur. La colonisation portugaise et la recherche de l'or contribuèrent encore davantage à leur refoulement. C'est au XIXe siècle que furent entreprises les premières enquêtes ethnographiques relatives aux Indiens du Brésil, notamment par le prince autrichien Maximilien de Wied-Neuwied et par le savant allemand Carl Friedrich Philip von Martius. Le premier fut un pionnier des études indianistes avec sa publication consacrée aux Botocudos. Karl von den Steinen et Paul Ehrenreich purent ensuite identifier les quatre principaux groupes linguistiques indigènes : le tupi, le caraïbe, l'arawak et le jé. Gonçalves Tocantins réalisa ensuite un travail majeur sur les Indiens chasseurs de têtes Munduruku. Ricardo Franco de Almeida Serra étudia pour sa part les tribus du Mato Grosso et de l'Etat de Rondonia. Au sud du pays, dans les Etats du Parana et de Santa Catarina, les colons allemands arrivés au XIXe siècle durent se débarrasser des populations Xokleng qui défendaient leurs territoires, alors qu'en Amazonie, les seringueiros engagés dans la récolte du caoutchouc, chassaient toujours plus loin les indigènes. Dans la région de Sao Paulo, ce sont les Indiens Oti qui disparurent face à la pression des éleveurs européens. Tout un mouvement s'organisa cependant en faveur de la protection des Indiens, autour de Candido da Silva Rondon. On fonda en 1910 le Service de protection des Indiens qui fut à l'origine de plusieurs campagnes réussies de pacification. Les études se poursuivaient en parallèle, celle des Nambikwara découverts dans le Nord du Mato Grosso ou celle des Bororos approchés par un missionnaire italien. Les années de l'entre-deux-guerres virent de nombreux savants étrangers – dont Roger Bastide et Claude Lévi Strauss – se pencher sur les groupes indigènes. Les heurts directs entre colons et Indiens appartinrent bientôt au passé et la FUNAI (Fundação Nacional do Indio qui a remplacé le Serviço de Proteção aos Índios) veille, mais le défrichement de la forêt et les grands travaux d'infrastructure qui se développent font que l'extinction des groupes indigènes menacés par des maladies nouvelles se poursuit inexorablement malgré les politiques de protection.

Le Brésil colonial : de la découverte à l'exploitation

On convient généralement que le Brésil a été « découvert » par Pedro Alvares Cabral en 1500,

mais de nombreux auteurs se sont interrogés à propos d'éventuelles reconnaissances antérieures à cette date.

1460-1462 : Installation des Portugais au Cap-Vert et, en 1472, à São Tomé. A partir de cette date, ils multiplient les expéditions de reconnaissance vers l'ouest.

Décennie 1490 : Le roi Jean II envoie des caravelles en reconnaissance vers l'ouest après sa rencontre avec Christophe Colomb.

1494 : Le traité hispano-portugais de Tordesillas reporte très loin vers l'ouest la ligne de démarcation proposée par le pape Alexandre VI dans sa bulle *Inter Coetera* promulguée l'année précédente, entre les terres de souveraineté espagnole et portugaise. Il est possible que les Portugais aient dès cette date découvert le Brésil ou en aient au moins soupçonné la réalité, et qu'ils en aient gardé le secret. La partie la plus orientale de l'Amérique du Sud devient ainsi portugaise alors que l'on n'en connaît pas encore officiellement l'existence. L'attitude des Portugais semble confirmer cette ignorance. Ils essaient en effet d'obtenir, lors des négociations de Tordesillas, que les 370 lieues à hauteur desquelles doit s'établir la séparation entre les deux empires soient comptées à partir de l'extrémité orientale de l'archipel du Cap Vert, mais pas à partir de l'extrémité occidentale car ils veulent éviter qu'aux Indes orientales, les Moluques ne tombent dans la part réservée à l'Espagne. L'existence éventuelle de ce qui deviendra le Brésil est alors le moindre de leurs soucis...

Il n'en reste pas moins que l'existence du Brésil était peut être connue en amont. En 1524, L'Hydrographie de Georges Fournier affirme que les marins dieppois ont atteint avant les Portugais la côte du Brésil et sont parvenus à un grand fleuve dans lequel certains ont cru ensuite reconnaître l'Amazone... On a attribué la découverte du pays à Jean Cousin et à Martin Behaim, mais ces hypothèses sont aujourd'hui rejetées. En 1499, le navigateur Vicente Yanez Pinzon a quitté Palos avec quatre caravelles. Passé par les Canaries et les îles du Cap-Vert, il aurait atteint au début de 1500 un cap situé au sud de l'Equateur, baptisé du nom de Sainte-Marie-de-la-Consolation (le cap Saint-Augustin des Portugais). Une reconnaissance à propos de laquelle les spécialistes se divisent toujours. L'interprétation d'un texte de Duarte Pacheco, son *Esmeraldo de situ orbis*, publié en 1505, conduit de plus à penser que l'intéressé aurait découvert une grande terre étendue au-delà de l'équateur, dans la région où s'étirent les côtes du Nord du Brésil... Le débat reste ouvert, mais il est en tout cas certain que tout voilier se dirigeant vers le cap de Bonne Espérance et poussé vers le sud-ouest par les alizés du nord-est avant de venir profiter des vents d'ouest dans les latitudes subtropicales de l'hémisphère sud, était naturellement conduit à toucher les côtes les plus orientales du Brésil.

22 avril 1500 : Une flotte portugaise de douze navires (un autre a été perdu en route), commandée par Pedro Alvares Cabral, aborde une côte inconnue, le futur Brésil. La flotte rassemble à bord de ses caravelles 1 200 à 1 500 hommes pensant voyager vers l'Inde, sur les traces de Vasco de Gama, parvenu à Calicut le 20 mai 1498. L'expédition est commerciale : Cabral entend prendre possession du marché asiatique des épices reconnu par Gama. La découverte de cette nouvelle terre est jugée suffisamment importante pour que la nouvelle en soit apportée au souverain portugais. Cette date du 22 avril donne lieu par la suite à une certaine sacralisation, d'autant que la découverte a été marquée, sur le lieu de l'abordage, par la célébration d'une messe et par l'érection d'une grande croix. Pensant avoir affaire à une île, Cabral l'a baptisée – on approchait la date de la fête de l'Invention de la Croix – « terre de Vera Cruz ou de Santa Cruz ». La présence de bois de

brazil, déjà connu aux Indes orientales et utilisé pour extraire une teinture rouge, fait que le pays est rapidement surnommé « terre du Brésil ».

1er mai 1500 : Après cette courte escale, Cabral reprend la mer pour Calicut où il accoste au mois de septembre.

1501 : Voyage de João da Nova vers le Brésil.

Mai 1501 à septembre 1502 : Voyage d'une petite flotte commandée par Gonçalo Coelho. Il est possible qu'Amerigo Vespucci en ait fait partie. Ces expéditions, avec celles de Cabral et de João da Nova permettent de forger le concept d'Amérique, fondé sur la certitude croissante que ces terres sont celles d'un continent et non d'une île. Cette idée s'impose définitivement en 1507 en Europe, grâce aux Quatre Navigations de Vespucci. Le voyage de 1501-1502 comporte, en plus de sa dimension géographique et politique, un caractère économique et commercial : le roi Manuel souhaite que soient explorées les possibilités commerciales de la terre nouvelle. Il s'agit d'évaluer les possibilités d'entrer en relation avec les indigènes et de savoir notamment si le territoire recèle des métaux précieux. Les résultats sont, a priori, décevants car les autochtones ne semblent pas disposés à commercer.

Août ou septembre 1502 : La Couronne portugaise adjuge à des marchands de Lisbonne le monopole de l'exploration de la côte brésilienne pour trois ans renouvelables. Fernão de Noronha, qui mène l'expédition, s'engage à armer une flotte chaque année pour explorer trois cents lieues de côte. En échange, il bénéficie du privilège exclusif du commerce et, notamment, de celui des bois de teinture, tels que le pau-brasil, bientôt régulièrement exploité. Ce dernier est à l'origine de la création du premier comptoir, à Porto Seguro, avant que deux autres soient établis à Cabo Frio (Pernambouc) et Bahia.

1503 : Des Français abordent au Brésil d'où ils ramènent des bois-brésil et des esclaves.

1508 : Bulle *Universalis Ecclesia* qui reste en vigueur jusqu'en 1889. La mise en place d'un quadrillage ecclésiastique se fait tardivement du fait de la réticence de la Couronne et des colons à voir s'établir des missionnaires qui condamnent la société esclavagiste mise en place.

Dès 1511 : la terre de Santa Cruz est nommée de plus en plus couramment terre du brasil.

1514 : La côte du Brésil est reconnue en totalité, des bouches de l'Amazone au Rio de La Plata.

1529 : Le roi Jean III confie à Martim Afonso de Sousa, capitaine général de la flotte et de toutes les terres à découvrir, la mission de fixer les frontières du Brésil. Une grande expédition est alors menée dans cette perspective.

1530 : Martim Afonso de Sousa est envoyé au Brésil avec, pour mission, de détruire le comptoir français établi à Pernambouc. Les occupants en sont chassés ou tués. Trente ans après sa découverte, le Brésil ne dispose toujours d'aucune organisation administrative. Le territoire est alors considéré comme dépourvu de métaux précieux et autres produits de valeur. Sa colonisation, qui n'a pas encore commencé, apparaît comme un défi.

1532 : Martim Afonso de Sousa, qui a reçu en 1530 les pouvoirs pour créer des établissements permanents et pour les peupler, fonde une première ville dans l'île de São Vicente, non loin de l'actuel Santos. Une seconde suit rapidement à l'intérieur des terres. On ignore qui furent véritablement les premiers habitants, car les nobles qui l'accompagnaient ne s'établirent pas définitivement dans ces fondations. Il s'agit probablement d'hommes venus seuls qui s'unirent à des Indiennes dont le pouvoir de séduction est souligné par de nombreux témoins.

1532 : Création du premier engenho, c'est-à-dire de la première plantation sucrière par une société commerciale qui en assure à la fois la construction et la gestion. Les investisseurs sont des Portugais et le Flamand Johann Van Hielst, représentant des Schetz, grands négociants et banquiers anversois qui se retrouvent bientôt propriétaires exclusifs de cet engenho. Les étrangers sont très intéressés par les engenhos et l'on retrouve notamment un agent des Fugger au Pernambouc. Les esclaves, qui effectuent la coupe de la canne, représentent la majorité de la main-d'œuvre.

1533-1534 : L'existence de plusieurs villes est mentionnée au Brésil. (Lesquelles ? ne faut-il pas une carte ?)

Septembre 1534 : Jean III offre la capitainerie de Pernambouc, dans le Nordeste brésilien, à Duarte Coelho, fils de Gonçalo Coelho, l'un des découvreurs du Brésil. Ayant fait fortune dans le commerce à Canton, il dispose des capitaux nécessaires au développement du territoire qui lui est confié. Il s'y établit avec sa femme, ses enfants, certains membres de sa famille ainsi que des colons recrutés au Portugal, parmi lesquels de nombreux nobles.

1537 : Duarte Coelho construit la ville d'Olinda, sur une colline proche de la mer, où il développe une économie équilibrée qui lui permet de prospérer, d'autant que la capitainerie demeure régulièrement approvisionnée en produits venant du Portugal. En 1550, on compte cinq moulins à sucre en activité à Pernambouc. Duarte interdit de maltraiter les Indiens et monnaie leur travail contre des outils en fer que ces derniers apprécient. Pour compléter ses besoins, il fait appel aux

marchands d'esclaves venus d'Afrique.

1540 : Les attaques répétées des Indiens effacent la présence portugaise à Bahia, São Tomé, Espirito Santo et Porto Seguro. L'établissement au Brésil s'avère difficile et de nombreuses fondations échouent en raison de la faiblesse de leur population et de leur isolement. Trop éloignées les unes des autres, elles ne permettent pas de s'appuyer mutuellement face à la menace indigène.

1548 : L'établissement de São Vicente compte 600 habitants et plus de 3 000 esclaves qui semblent avoir été obtenus par troc avec les Indiens. Ils travaillent dans des moulins à sucre et dans de grandes plantations de canne. A partir de cette zone, la culture de la canne à sucre se diffuse vers le nord, jusqu'à Bahia et Pernambouc.

7 janvier 1549 : Le roi nomme Tomé de Sousa, gouverneur général et capitaine au Brésil. Il reste en fonction jusqu'en 1553. Les donataires de capitaineries sont placés sous l'autorité du roi et sous le contrôle du gouverneur général, dans un souci d'ordre et de sécurité susceptibles de créer les conditions favorables à un véritable peuplement. Le règlement prévoit la création d'une capitale, pourvue d'un port et défendue par un bastion, dans la capitainerie de Bahia. Le gouverneur est libre de distribuer les terres aux colons qui doivent résider dans la ville ou sur leur tenure pendant au moins trois ans avant de pouvoir la vendre. La culture de la canne à sucre est recommandée. Le document interdit en outre l'esclavage des indigènes tout en recommandant de mener des expéditions punitives contre les Indiens rebelles. La conversion des Indiens est souhaitée et il faudrait apprendre à lire et écrire aux convertis. Enfin, la Couronne encourage l'émigration de Portugais vers le Brésil.

29 mars 1549 : Arrivée des premiers jésuites, sous la conduite de Manuel da Nobrega. Seulement six au départ, les pères sont 110 en 1574. A partir de 1549, une émigration portugaise s'organise vers le Brésil, encouragée par la Couronne. Elle demeure cependant limitée et largement inférieure à celle qui se dirige vers l'Inde portugaise. On favorise l'émigration des femmes trop peu nombreuses et les artisans portugais trouvent au Brésil une terre favorable à leurs entreprises.

Vers 1550 : Le Brésil portugais ne représente encore qu'un ensemble fragmenté et parcellaire.

Entre 1550 et 1650 : L'exploitation de la canne et la fabrication du sucre bénéficient de nombreux progrès. La culture sucrière qui domine l'économie du Brésil jusqu'au milieu du XVII^e siècle est à l'origine de la création d'une société esclavagiste qui façonne l'identité du pays.

1551 : Création du premier diocèse brésilien. Le choix du premier évêque est un échec, car Fernandes Sardinha s'avère peu intéressé par le sort et la conversion des Indiens. Deux pères jésuites arrivent dans la capitainerie de Pernambouc. Les jésuites s'efforcent de rassembler les

Indiens réduits en esclavage dans des aldeias où ils sont à la fois protégés et catéchisés tandis que leur travail est rémunéré.

25 janvier 1554 : Fondation par des pères jésuites du collège de São Paulo de Piratininga, à l'emplacement de l'actuelle ville de São Paulo, elle-même créée en 1560.

1555-1560 : Courte période de présence française au Brésil sous l'influence de Villegagnon. Cependant, lorsqu'il tente d'imposer le calvinisme à ses compatriotes et d'interdire le concubinage avec des indigènes, il provoque une révolte. La colonie est fort divisée, ce qui l'affaiblit considérablement et les Français sont réduits par une expédition portugaise menée en 1560.

Dans la seconde moitié du XVI^e siècle : La culture du tabac est introduite. Elle complète celle de la canne à sucre. La plante, principalement cultivée par les esclaves, concurrence les cultures vivrières telles que celles du manioc et des haricots.

1558-1572 : Mem de Sa est gouverneur général de la colonie du Brésil. Comme Tomé de Sousa, il cherche à faire régner l'ordre et la justice, d'autant que la société compte de nombreux condamnés de droit commun en son sein.

1560 : Expédition dirigée par Bras de Cubas dans l'intérieur des terres, conformément à la requête du roi qui cherche à contenir l'avance castillane. L'expédition atteint les sources du São Francisco et ses membres rapportent des échantillons d'or qui sont envoyés au roi. Le principal problème qui se pose lors de la pénétration est celui des relations conflictuelles avec les indigènes.

1561 : La présence jésuite à Pernambouc se confirme. Des pères sont envoyés en mission tandis que João de Melo est nommé supérieur de Pernambouc, avec l'assistance d'un jésuite interprète. Avec eux commence l'évangélisation dans la région : l'activité des jésuites se développe ainsi au sud.

1567 : L'église de Pernambouc est achevée.

1570 : Plusieurs familles appelées à jouer un rôle fondamental dans l'histoire du Brésil colonial sont déjà installées à Pernambouc : les Melo, Pais Barreto, Holanda, Cavalcanti de Albuquerque. On compte alors soixante engenhos, c'est-à-dire plantations de canne à sucre, principalement concentrés dans les régions de Pernambouc et de Bahia.

Dans la décennie 1570, l'expédition dirigée par Bastião Alvares dans le bassin du São Francisco n'est guère concluante.

20 mars 1570 : Une loi régleme la capture des indigènes aux termes de laquelle seuls peuvent être réduits en esclavage ceux qui ont été pris en « juste guerre » et ceux qui ont été rachetés alors qu'ils étaient destinés aux festins cannibalesques. Face à la réduction en esclavage pratiquée par les colons, les Indiens réagissent avec violence, réduisant à néant les établissements portugais, ou bien choisissent la fuite dans le sertão. Cette loi de 1570 provoque la colère des colons qui obtiennent une lettre royale en 1573 qui la vide de son contenu.

Vers 1570 : Les conditions semblent réunies pour le développement de la colonie brésilienne qui compte alors désormais deux à trois mille esclaves africains. Le « boom » de l'industrie sucrière entraîne une forte demande en main-d'œuvre.

Dès 1570 : Une série d'ordonnances organise la défense du territoire de la colonie grâce à la présence de soldats et à la construction de forteresses.

En 1572 puis en 1607 : Le Brésil est divisé en deux entités ayant pour capitales distinctes Salvador au nord et Rio de Janeiro au sud. Les deux Etats sont eux-mêmes subdivisés en capitaineries.

1572 : Expédition menée par le capitaine Antonio Dias Adorno. Si elle est décevante, comme trois autres qui la suivent, elle permet d'esquisser peu à peu une géographie du Brésil. Ces entradas, comme on les nomme, permettent également de refouler ou de capturer des Indiens, selon les besoins. La plupart sont menées dans la région de Salvador de Bahia, alors capitale du Brésil.

Vers 1575 : On évalue le nombre d'esclaves africains à dix mille environ, pour la plupart employés dans les moulins à sucre. Longtemps, les Portugais n'ont pas considéré le Brésil comme une colonie de peuplement, et lorsque cette conception change, ils se considèrent comme les maîtres, détenteurs de l'autorité et refusant d'exercer un travail salarié. La colonisation du Brésil est donc fondée sur la création d'une société esclavagiste.

1578 : Francisco Barbosa da Silva explore le bassin inférieur du São Francisco. Au sud, la pénétration vers l'intérieur se fait grâce à l'initiative des jésuites dont le rôle est déterminant dans la fondation d'établissements permanents et dans l'exploration du continent.

Vers 1580 : D'importants défrichements sont entrepris. Des habitants de São Paulo créent alors des fazendas consacrées à la culture du blé et promises à un grand avenir et où travaillent de nombreux Indiens.

1585 : Le Brésil aurait compté environ 30 000 Portugais, pour la plupart établis dans la zone littorale. Faute de Portugaises, ces hommes épousent des Indiennes ou des métisses.

1585 : Incursion des colons contre les Indiens Carijos. Les contre-offensives indiennes contre les entradas sont fréquentes.

22 août 1587 : Grâce à l'intervention des jésuites, une loi autorise les Indiens à quitter les plantations dans lesquelles ils travaillent. Ces dispositions sont réaffirmées et renforcées par la loi du 11 novembre 1595, puis par celles de 1605, 1609 et 1611 qui soumettent en outre la définition de la « juste guerre » à la décision du roi. L'éducation et la protection des Indiens sont confiées aux jésuites. En réalité, ces lois sont peu appliquées bien qu'elles engendrent une baisse relative des entradas, incursions dans l'intérieur des terres, qui fournissent encore tout de même, en 1590, une grande partie de la main-d'œuvre des engenhos.

9 juillet 1591 : Le premier visiteur inquisitorial arrive à Bahia pour visiter les capitaineries de Bahia et de Pernambouc. De nouvelles visites ont lieu dans les décennies suivantes dans l'ensemble du territoire. Les dénonciations sont relativement peu nombreuses puisqu'elles ne dépassent pas le millier. Les jésuites collaborent avec le Saint-Office.

1591-1595 : Expédition punitive contre des Indiens qui se sont rebellés contre les entradas. Dans un rayon de soixante kilomètres autour de São Paulo, les Indiens sont tués ou réduits en esclavage. Ces expéditions marquent le début de celles qui, au XVIIe siècle, procurent des dizaines de milliers de captifs indiens aux exploitations brésiliennes (dans les engenhos sucriers et les fazendas céréalières). Les Guaranis, considérés comme les plus productifs, sont les plus touchés. Ces agriculteurs sédentaires savent en effet mieux cultiver la terre que les nomades tupis. Jusque dans la décennie 1620, les Paulistes n'entrent pas en conflit ouvert avec les jésuites, défenseurs des indigènes, car la population indienne est suffisamment importante pour leur fournir de la main-d'œuvre.

Vers la fin du XVIe siècle, le roi du Portugal cherche à vérifier l'exploitation et le commerce du bois qui s'étaient faits jusqu'alors sans véritable contrôle. L'essor de l'industrie sucrière qui consomme du bois en grande quantité et l'arrivée d'une main-d'œuvre servile sont à l'origine de ces changements. Le souverain impose désormais des contrats annuels qui permettent d'expédier vers la métropole 10 000 quintaux de bois environ contre une somme de 40 000 cruzados. Les navires assurant la liaison entre le Brésil et la métropole sont la cible de corsaires anglais et hollandais notamment.

1591 : Plusieurs établissements côtiers sont mis à sac par des Anglais.

Fin du XVIe - début XVII siècle : Des révoltes collectives d'esclaves venus d'Afrique éclatent, car beaucoup refusent de se soumettre à leurs conditions de travail et à leur déracinement culturel et géographique. Des esclaves en fuite se regroupent parfois dans des villages éloignés des zones de plantation, les quilombos ou mocambos, dont l'un des plus connus est celui de Palmares, dans

l'Alagoas actuel, emblématique de la résistance des esclaves face à leur exploitation. Le village s'agrandit peu à peu, grâce à l'arrivée de nouveaux esclaves en fuite qui développent une économie de subsistance, fondée sur l'agriculture, la pêche, la chasse et l'exploitation d'un minerai présent sur place. La capitale est Macaco, entourée de plusieurs enceintes fortifiées, et Palmares rassemble, à son apogée, un millier de personnes environ. A la faveur de la déstabilisation engendrée par l'invasion hollandaise de 1640, de nombreux esclaves s'enfuient des plantations et s'installent dans des villages dans les environs de Palmares.

Au début du XVII^e siècle, l'émigration portugaise vers le Brésil augmente de manière notable et de nouvelles villes, telles que Belem, São Luis, Fortaleza, Santos, apparaissent. Les Français reviennent également au Brésil, bénéficiant de l'appui des indigènes qu'ils ne réduisent pas en esclavage, utilisant leurs services pour l'exploitation du bois tout en les laissant libres.

1604 : Mise à sac du port de Salvador par les Hollandais.

1605 : L'exploitation du bois est telle que le roi redoute le déboisement du Brésil. Pour lutter contre cette menace, il promulgue un règlement sévère qui subordonne les coupes à des concessions de licences qui fixent les quantités de bois autorisées. Cela s'accompagne d'inspections des forêts.

1610 : La production de sucre atteint son pic, avec 4 millions d'arobas exportés.

1612 : Le gouvernement portugais renonce au système de contrat pour celui de la régie dans le commerce de bois. L'exploitation du bois est provisoirement suspendue dans le Pernambouc, afin d'endiguer le déboisement.

1612 : Le Brésil compte 192 engenhos dont le nombre s'élève à 350 en 1629. L'expansion est continue jusqu'aux agressions hollandaises de 1624 et de 1630.

1613 : La présence française au Brésil est une nouvelle fois anéantie par une expédition portugaise qui aboutit, en 1615, à la prise de Saint-Louis du Maragnan ainsi qu'à l'expulsion des Français. Poussant un peu plus loin leur expédition, les Portugais éliminent les comptoirs hollandais et anglais établis sur la côte nord du Brésil.

Décennie 1620 : L'installation de jésuites dans le Guaira, une des régions de plus forte population guaranie, est à l'origine d'un véritable conflit avec les colons. Les « réductions » jésuites deviennent des viviers de population pour les colons avides de main-d'œuvre. A la même période, quatre mille esclaves parviennent chaque année au Brésil, le chiffre s'accroissant de 1650 à 1700 pour atteindre le nombre de sept mille par an. Les premiers esclaves proviennent presque tous de Sénégal et des régions du golfe de Guinée, puis d'Angola à la suite de sa conquête par les Portugais en 1575.

1624 : Sac de Bahia par les Hollandais dont le projet de conquête du Brésil sucrier est né au sein de la Compagnie hollandaise des Indes occidentales. Des expéditions de secours sont menées pour protéger d'autres villes qui pourraient faire l'objet d'agressions hollandaises.

1625 : Le monopole de la coupe, du transport et du stockage du bois est attribué à la Compagnie de Jésus, toujours dans la perspective d'empêcher la déforestation. Le bois est ensuite remis à un contratador qui détient pour sa part le monopole de l'exportation. Le marché est ainsi régulé par le roi, les jésuites et le contratador. Ce système ne fonctionne que jusqu'en 1630, date de l'invasion hollandaise. De 1570 à 1625, le bois représente une ressource substantielle qui génère de très importants profits. Après cette date, l'exploitation se poursuit, mais le bois-brésil n'est plus le moteur de l'économie coloniale.

1628-1641 : Période des grandes bandeiras organisées par des Paulistes contre les populations guaranies libres et contre les missions jésuites dont les pères dénoncent la cruauté des assaillants. Ces bandeiras successives détruisirent l'ensemble des missions jésuites du Guaira : les guaranis sont transférés par milliers (peut-être soixante mille) vers les fazendas de la région pauliste afin d'y travailler. Les missions du Paraguay subissent le même sort.

Dans la décennie 1630 : Près de 80 % du sucre vendu à Londres provient du Brésil. C'est dire l'importance de cette production qui poursuit son expansion jusque dans les années 1660-1670.

Pendant la décennie 1630, les attaques hollandaises se poursuivent. Les Hollandais font porter leurs efforts sur la zone la plus prospère du Brésil, la région de Pernambouc, dont ils parviennent à se rendre maîtres vers 1634. Ils continuent à étendre leur domination sous l'impulsion de Jean-Maurice de Nassau de 1637 à 1640.

De 1640 à 1644 : Le Brésil hollandais est à son apogée et compte 120 engenhos actifs qui produisent une grande quantité de sucre.

A partir de 1640 : Les jésuites appuient la résistance contre les bandeiras et obtiennent leur ferme condamnation par le pape. En réaction à cela, les pères jésuites sont expulsés de São Paulo, de Rio de Janeiro et de Santos. Ils partent alors fonder de nouvelles réductions bien plus au sud où ils forment militairement les Indiens à la résistance, ce qui leur permet de mettre en déroute une bandeira composée de près d'un millier d'hommes en 1641.

Dans les années 1640, l'Angola envoie environ 12 000 esclaves par an au Brésil qui aurait importé au total près de 560 000 esclaves au XVIIe siècle. Seule la moitié des esclaves parviennent vivants en Amérique, du fait des conditions de transport exécrables.

1644 : Les Hollandais mènent une expédition contre Palmares, sans plus de succès que celle menée l'année suivante par les Portugais. A cette époque, la zone de Palmares couvre 350

kilomètres de long et abrite 11 villages et 20 000 habitants.

1648-1649 : Les victoires portugaises des Guararapes signent la reconquête progressive du Brésil hollandais qui disparaît en 1654, avec la capitulation de Recife.

1649 : Création de la Compagnie générale du commerce du Brésil qui hérite du monopole de la coupe et du commerce du bois jusqu' alors accordés aux jésuites. Elle permet en outre d'organiser des convois sous la protection de navires de guerre à destination de l'Europe.

Décennie 1660 : Ces années marquent la fin de la prépondérance sucrière du Brésil, concurrencé par les productions hollandaises, anglaises et françaises aux Antilles. La production de sucre diminue régulièrement dès 1650.

1676 : Création de l'archevêché de Salvador.

Fin du XVIIe siècle : On compte 1,3 millions de bovins qui servent à la fois au transport des cannes coupées, à la traction des trapiches dans les moulins et à l'alimentation humaine. L'économie du sucre a ainsi favorisé la pénétration des terres intérieures pour l'élevage et la formation des latifundios, grandes propriétés terriennes. A la même époque, plusieurs pôles de peuplement émergent : le Reconcavo autour de Salvador, la Varzea de Pernambouc, la Baixada Fluminense autour de Rio de Janeiro et le Planalto autour de São Paulo. Une société hiérarchisée se met en place, avec de grandes familles qui s'imposent dans chacune de ces régions et concluent des alliances matrimoniales les unes avec les autres.

1693 : Le gouverneur de Pernambouc mène une expédition de 9 000 hommes contre Palmares dont les habitants sont tués ou capturés.

19 mars 1693 : Lettre royale qui répartit les territoires de missions entre les divers ordres religieux, notamment les franciscains et leurs concurrents jésuites.

1697 : Les deux tiers de la population du Brésil sont composés d'Indiens et de Noirs originaires d'Afrique qui servent de main-d'œuvre aux colons.

Vers 1700 : On estime la population à environ 300 000 personnes. Dès cette époque, on construit des routes afin de faciliter les communications entre les régions aurifères et les grandes villes de la colonie. Le Brésil connaît alors une transformation rapide de ses axes de circulation.

1719, 1725 et 1756 : Révoltes d'esclaves dans le Minas Gerais.

1730-1760 : En seulement trente ans, près de la moitié de l'or brésilien est produite. La découverte de l'or provoque des déplacements massifs de population, à tel point que les autres régions manquent désormais de main-d'œuvre. Elle donne lieu à une migration importante et durable depuis le Portugal entre 1697 et 1760. De même, le prix des esclaves augmente considérablement dans le Minas Gerais où se trouvent les gisements.

Décennie 1720 : Les chercheurs d'or du Minas Gerais découvrent des diamants que seule l'Inde produisait alors, de surcroît en petite quantité.

1739 : Création du premier séminaire diocésain à Rio de Janeiro. Celui de Belem est créé en 1749 et celui de Mariana en 1750. Le grand problème est celui de l'ignorance des prêtres à laquelle s'ajoute celui d'une morale parfois défailante.

Vers 1750 : Déclin de la production aurifère qui s'accélère vers 1770. Le Minas Gerais est alors plongé dans une véritable crise économique puis politique.

Vers 1760 : Les migrations de Portugais atteignent leur pic, avec 8 000 à 10 000 arrivants par an durant la décennie. Les autorités portugaises tentent d'enrayer cette vague, car la population du pays connaît pour sa part un léger déclin.

1761 : Introduction du café dans la région de Rio. La culture ne cesse de se développer par la suite et le café est massivement exporté dès la fin du siècle.

1760-1800 : La production de coton connaît une croissance exponentielle dans le Maranhão. Toute l'Europe est désormais alimentée en coton brésilien. Pour cela, la province a recours à de nombreux esclaves qui viennent la peupler progressivement.

1763 : Rio de Janeiro remplace Salvador de Bahia comme capitale du Brésil. En 1807, la ville compte environ 50 000 habitants.

1776 : Premier recensement au Brésil qui estime la population à 1,5 million de personnes.

1782-1789 : L'évêque de Para, le franciscain dom Frei Caetano Brandão, est très actif. Il multiplie les visites épiscopales dans son diocèse. Ces visites s'apparentent à de véritables expéditions et sont fondées sur la prédication, l'enseignement et l'apprentissage des bonnes mœurs à des populations quasi exclusivement analphabètes.

Dans les dernières décennies du XVIII^e siècle, le Brésil connaît trois conspirations successives dont deux peuvent être considérées comme des mouvements précurseurs de l'émancipation politique. En effet, avec le déclin de la production aurifère, le Minas Gerais est plongé dans une grave crise. Or, le marquis de Pombal a fixé le quinto annuel à 100 arrobas d'or. Si cette somme n'est pas atteinte, les producteurs doivent verser une contribution complémentaire, la derrama, ce qui engendre inévitablement un fort mécontentement.

1788 : Un nouveau gouverneur est envoyé pour percevoir les arriérés. Une conspiration se prépare sous l'influence d'un certain Joaquim José de Silva Xavier (surnommé « Tiradentes », pour avoir exercé l'activité de dentiste) ainsi que de personnages importants, des grands propriétaires, qui le soutiennent discrètement. Tous ces personnages sont fortement endettés à l'égard du Trésor royal. Leur programme envisage une sécession de la capitainerie du Minas Gerais qu'ils veulent ériger en république, avec un parlement et des assemblées parlementaires dans chaque ville. Le gouvernement aurait été confié pendant trois ans à Tomas de Gonzaga, puis des élections auraient eu lieu annuellement. Les esclaves nés dans le Minas seraient libérés. Des liens ont probablement été établis avec les capitaineries de São Paulo et de Rio de Janeiro.

Février 1789 : Le gouverneur suspend la collecte de la derrama et l'un des conjurés trahit ses compagnons en dévoilant toute l'affaire.

10 mai 1789 : Tiradentes est arrêté et les autres conjurés le sont également. Tous sont transférés dans les prisons de Rio. Tiradentes est condamné à mort et exécuté en 1792 à la suite d'un long procès.

1794 : Conspiration de Rio de Janeiro, d'une ampleur bien moindre que la précédente. Il s'agit d'une agitation d'intellectuels dont les préoccupations demeurent globalement scientifiques. La même année a lieu la sédition bahianaise, appelée « révolution des tailleurs » car elle est organisée par des artisans qui se rebellent contre la suppression du contrôle des prix sur la farine de manioc et la viande dont le prix augmente soudainement très fortement. La sédition est menée par un tailleur mulâtre, Jean de Dieu, et animée par des artisans mulâtres et noirs ainsi que par des soldats sans emploi et des agriculteurs sans terre. Ils appellent les habitants à la révolution, à éliminer les personnes publiques, à attaquer les monastères, à ouvrir les prisons, à supprimer les différences dues à la couleur de peau et, enfin, à abolir l'esclavage. La réaction est rapide et quatre des principaux meneurs sont exécutés.

Les recherches ont montré que les meneurs des diverses conjurations possédaient de nombreux ouvrages de philosophes des Lumières qui les avaient probablement inspirés. Il y a donc, au final, un mécontentement politique de la part des hommes d'affaires las de subir ce que leur impose le Portugal et le système de l'exclusif ainsi que des menaces d'explosion sociale dues aux différences de traitement selon les origines.

De 1796 à 1811 : La part des produits brésiliens dans les importations coloniales de la métropole est supérieure à 80 %. C'est grâce aux produits brésiliens que le commerce portugais avec l'Angleterre se maintient. Cependant, la France napoléonienne victorieuse en Europe fait pression sur le Portugal pour qu'il cesse d'approvisionner l'Angleterre, dans une logique de blocus continental.

Novembre 1807 : Devant le refus portugais de cesser son commerce avec l'Angleterre, la France envahit le Portugal. La Cour, menée par le prince-régent Jean de Portugal, ainsi que les services administratifs du royaume fuient vers Rio de Janeiro. Ce sont 10 à 15 000 personnes qui embarquent à bord d'une vingtaine de navires. Rio devient alors la capitale de l'empire. La Cour est chaleureusement accueillie par les Portugais et les créoles brésiliens. L'appareil de l'Etat central est reconstitué au Brésil tel qu'il l'était au Portugal et avec les mêmes institutions.

Mars 1808 : Début de négociations avec l'Angleterre sous l'influence de Dom Rodrigo de Souza Coutinho, fervent partisan de l'alliance anglaise. Elles aboutissent à la conclusion de traités de commerce et d'alliance signés en février 1810 et très favorables à l'Angleterre. Le traité de commerce prévoit l'entrée libre des produits britanniques dans cinq ports brésiliens. Les produits brésiliens sont, quant à eux, favorisés par rapport à ceux des autres nations, notamment le coton. Ce traité suppose une diminution considérable des recettes douanières du Brésil et, par conséquent, une révision de la fiscalité. Toutefois, la colonie conserve la maîtrise du trafic négrier. Les négociations sont menées par Rodrigo de Souza Coutinho qui assure la direction des affaires brésiliennes jusqu'à sa mort en janvier 1812. Ce système ouvre ainsi considérablement le Brésil auquel il sera désormais très difficile d'imposer à nouveau un statut colonial. Après la défaite de Napoléon, rien ne s'oppose plus désormais au retour du régent à Lisbonne, mais ce dernier demeure au Brésil. A la mort de sa mère, la reine Marie, il devient roi, sous le nom de Jean VI, et se proclame roi du Portugal et du Brésil. Rien n'est aisé car, dans la mesure où leurs intérêts divergent, Portugais et Brésiliens s'opposent sur de nombreux points.

1811 : Les Anglais font pression sur le Portugal et le Brésil pour mettre fin à la traite esclavagiste et ils arraisonnent des navires portugais au large de la côte africaine. Pour les Brésiliens, l'abolition de la traite signifierait la ruine économique du pays.

Janvier 1815 : Dans le contexte du congrès de Vienne, une convention et un traité sont signés entre le Portugal et la Grande-Bretagne.

La convention prévoit le versement par les Britanniques d'une indemnité de 300 000 livres pour les arraisonnements illégaux de navires portugais tandis que le traité institue l'interdiction de la pratique négrière au nord de l'équateur. Enfin, le traité de 1810 est aboli. Ces décisions sont contraires aux intérêts des Brésiliens qui tiennent avant tout à pouvoir s'approvisionner en esclaves.

Au début du XIXe siècle, le Brésil compte environ trois millions d'habitants, soit une population qui avoisine celle du Portugal. Les peuples y sont nombreux, qu'il s'agisse d'Européens, d'Indiens, d'Africains ou d'Asiatiques, et souvent métissés. Le mariage n'est pas la règle et il est

même un privilège réservé à une petite élite. La société brésilienne est d'ailleurs extrêmement permissive. La société du Nordeste est la plus élaborée, fondée sur un modèle portugais, tandis que celle de São Paulo est calquée sur le mode de vie indien et la pauvreté y règne. Quant au Sud du Brésil, il est formé de zones pionnières.

Dans la décennie 1820, une industrie cotonnière s'installe dans le Maranhão où la culture du riz se développe également. Pour la première fois de son histoire, l'économie brésilienne n'est plus dépendante d'un seul produit. Plusieurs régions participent à l'activité exportatrice : le Nord avec le sucre et le riz, le Nordeste avec le coton et le sucre, le Centre et le Sudeste avec le sucre, le café et les cuirs. La courte durée des cycles commerciaux secondaires s'explique par la faible qualité des produits fournis par le Brésil.

De la révolution à la naissance d'une nation indépendante

De 1820 à 1830, on estime à 720 000 le nombre d'esclaves parvenus sur le sol brésilien.

24 août 1820 : La révolution portugaise naît à Porto, relayée à Lisbonne dès le 15 septembre. Depuis au moins 1818, certains milieux œuvrent en faveur d'une constitution libérale. La métropole se sent désormais humiliée et négligée au sein de l'empire. Il s'agit de mettre fin à la dépendance du Portugal à l'égard de la Cour de Rio de Janeiro.

6 octobre 1820 : Le gouvernement provisoire qui vient d'être mis en place s'adresse au roi afin de le sommer de revenir au Portugal. La portée des événements portugais est tout d'abord minimisée.

20 décembre 1820 : Arrivée à Rio du comte de Palmela, diplomate qui apporte des renseignements précis sur la nature de la rébellion. Il recommande à Dom Pedro, héritier de la couronne, de partir pour le Portugal afin de mener les négociations avec les révolutionnaires : il s'agit de faire des concessions qui demeurent dans la limite du raisonnable et d'éviter ainsi l'extension de la révolte au Brésil. Cependant, le roi ne tient pas compte des conseils de Palmela, préférant écouter le point de vue de Tomas Antonio de Vilanova qui sous-estime l'ampleur de la révolution au Portugal.

1er janvier 1821 : Comme l'avait prévu Palmela, la révolution libérale se déclenche au Para, puis, le 10 février, à Bahia et, enfin, à Rio le 26 février. Sous la pression de la troupe révoltée, Jean VI s'engage à reconnaître la Constitution qui se ferait au Portugal.

3 juillet 1821 : Retour du roi Jean VI au Portugal pour des raisons de santé. A son départ, il institue un conseil de régence placé sous l'autorité de son fils, Dom Pedro.

1821 : La ville de Rio compte environ 80 000 habitants dont le nombre ne cesse de croître tout au long du XIXe siècle.

Juillet 1821 : La Division auxiliaire portugaise oblige Dom Pedro à recomposer le Conseil de régence dans un sens libéral. Le jeune prince entreprend un tour du Brésil et annonce qu'il y restera. Il allie tout d'abord avec aisance la tradition monarchique et le message libéral. En parallèle, s'organise l'élection d'un conseil des députés des provinces ainsi qu'une convocation aux élections d'une Assemblée générale constituante et législative, ce qui signifie, de fait, une rupture avec le Portugal.

7 septembre 1822 : Lorsqu'il apprend que les Cortes portugaises entendent mettre fin à ses pouvoirs, il prononce la fameuse phrase : « L'indépendance ou la mort. » C'est l'indépendance et la naissance de l'empire du Brésil. L'état de grâce entre Pedro Ier et la classe politique brésilienne en formation est de courte durée. Les cinquante-trois députés de l'Assemblée constituante, presque tous des juristes, sont imprégnés des idées des Lumières ainsi que de l'influence de la franc-maçonnerie. Ils sont défavorables à l'absolutisme tout en se méfiant du peuple. Surtout, ils sont très hostiles aux Portugais, ce qui explique leur défiance à l'égard de Pedro Ier.

1823 : Le Brésil compte, sur une population légèrement inférieure à 4 millions d'habitants, 1,2 millions d'esclaves, ce qui est considérable. Ces derniers sont principalement concentrés dans le Nordeste, dans le Minas Gerais et dans la province de Rio où ils sont plus nombreux que les hommes libres.

1823 : Elaboration d'un projet constitutionnel.

12 novembre 1823 : Pedro Ier fait fermer l'Assemblée par la troupe, mécontent des critiques qui lui reprochent l'enrôlement d'officiers portugais dans l'armée brésilienne.

1822 : Le Brésil ne compte qu'un archevêché, six diocèses, deux prélatures et une trentaine de paroisses, ce qui est fort peu au regard de l'étendue du pays. Souvent, les sièges épiscopaux étaient demeurés vacants car les prélats n'étaient guère enthousiastes à l'idée d'obtenir un bénéfice au Brésil. La plupart des évêques étaient Portugais, ce qui faisait d'eux des relais du pouvoir royal. L'évêque était d'ailleurs le substitut du capitaine général et même, à Bahia, du vice-roi en cas d'incapacité. Il s'agissait d'être à la fois bon chrétien et bon vassal, et la fonction politique des évêques éclipsait leur vocation religieuse. En outre, les grands domaines sucriers ou céréaliers échappaient à l'encadrement paroissial et disposaient parfois de leur propre chapelain, sans que cela revêtît un caractère systématique. Dans le Minas, à la fin du XVIIIe siècle, on ne recensait que huit chapelains pour cent domaines.

1824 : Pedro Ier fait promulguer une charte qui constitue la base légale de l'empire. L'empereur nomme le gouvernement et peut également dissoudre la Chambre des députés. Les conditions de vote sont très restrictives.

1824 : Création de la colonie allemande de São Leopoldo qui compte 12 000 habitants en 1855.

1824-1834 : Les épisodes de révoltes se multiplient, avec, parfois, des velléités sécessionnistes.

1826 : Election de la Chambre des députés avec laquelle Pedro ne parvient pas à s'entendre. L'empereur doit également faire face à divers mouvements séparatistes. En outre, à la mort de Jean VI en 1826, la Chambre oblige Pedro à renoncer à la couronne portugaise au bénéfice de sa fille Maria da Gloria.

Vers 1830 : Des sociétés secrètes apparues dans la décennie précédente préparent un mouvement révolutionnaire.

7 avril 1831 : Face au danger représenté par ces sociétés secrètes, Pedro Ier abdique soudainement. Il semble que cette abdication ait déconcerté les révolutionnaires en provoquant une déradicalisation de l'opposition. Cela n'empêche pas les émeutes qui témoignent des vives tensions sociales au Brésil. Une Régence est alors instituée puisque le futur Pedro II n'a alors que cinq ans.

De 1831 à 1850 : Le Brésil importe en moyenne 24 000 esclaves africains par an, en dépit des pressions internationales, soit un demi-million de personnes sur les deux décennies.

1834 : L'Acte additionnel instaure une régence unique dont l'élus est le père Feijo, jusqu'alors ministre de la Justice. Ce partisan de l'abolition progressive de l'esclavage doit affronter à la fois les abolitionnistes les plus exaltés et les ultraconservateurs.

1835 : Guerre sociale, appelée la cabanagem, dans la région du Para, menée par des populations métissées d'Indiens et de Noirs. Les cabanos se rebellent et se rendent rapidement maîtres d'une partie de la province et de la capitale, Belem, qu'ils conquièrent en 1835. Ils envahissent ensuite les fazendas et les villages. L'indépendance du Para est même proclamée. La guérilla se maintient jusqu'en 1840 et la guerre civile fait environ 30 000 morts. D'autres révoltes émergent à la même époque au Maranhão ou à Pernambouc. Les révoltes sont extrêmement nombreuses, mais sont toutes vouées à l'échec en raison de l'impossible entente entre créoles et Africains, métis et Noirs, affranchis noirs ou mulâtres libres.

1835 : Dans la région de Bahia, révolte des malês menée par des esclaves musulmans, connaissant pour certains l'arabe et originaires du Nigéria. Elle est conduite par des Haoussas et des Nagôs et exclut les esclaves brésiliens.

1836 : Un conflit éclate dans la région du Rio Grande do Sul et s'envenime à tel point que les rebelles proclament la république le 6 novembre 1836.

1837 : Démission de Feijo en raison des multiples révoltes qu'il ne parvient pas à apaiser. Il est

remplacé par le premier ministre conservateur du marquis d'Olinda.

1840 : Proclamation de la majorité de Pedro II.

1838 : Lors d'une révolte au Maranhão, un esclave emprisonné, Cosme Bento, s'enfuit et fonde un quilombo qui regroupe bientôt près de 2 500 personnes. Avec la troupe qu'il organise, il met en coupe réglée les villages et les fazendas de la région. Au XIXe siècle, aucun quilombo n'atteint cependant les dimensions de celui de Palmares.

Dans la décennie 1840 : L'économie brésilienne retombe dans la dépendance d'un seul produit, le café, qui se développe dans la province de Rio, à laquelle il assure ainsi une prépondérance politique et économique. Les terres rouges sont très fertiles, bien arrosées et peu exposées au vent et au froid. Les fazendas caféières de Rio utilisent une main-d'œuvre servile et certains grands propriétaires possèdent jusqu'à un millier d'esclaves.

A partir de 1840 : Le mouvement de fondation de colonies (allemandes notamment) s'intensifie dans le Sud du pays. Aux Allemands s'ajoutent bientôt des Italiens du Trentin. On n'y trouve aucun esclave et ces colonies fournissent la preuve de la possibilité d'un développement économique sans recours à l'esclavage. Ces colons sont, pour la plupart, de petits propriétaires. Ailleurs au Brésil, la question de la possession de la terre se pose : si l'on veut susciter un mouvement d'immigration depuis l'Europe, il faut mettre des terres sur le marché, ce qui n'est pas chose aisée. En dépit d'une loi de 1851 sur les terres qui ne fut guère appliquée, ces dernières demeurent difficiles d'accès pour des migrants qui préfèrent les Etats-Unis où il est bien plus facile d'en obtenir.

1846-1849 : La quantité d'esclaves importés chaque année double voire triple par rapport aux années précédentes, pour atteindre le chiffre de 60 000 en 1848. Les planteurs de café de la région de Rio se hâtent de faire venir de la main-d'œuvre servile dans la perspective de l'interdiction de la traite, ce qui explique la flambée des prix des esclaves sur cette période.

A partir de 1848, le rôle de Pedro II s'affirme, il fait alterner les ministères libéraux et conservateurs, afin d'éviter qu'ils ne prennent véritablement de l'influence dans le pays. L'empereur accorde beaucoup d'importance au Conseil d'Etat qu'il consulte fréquemment. Les conseillers sont les dépositaires d'une certaine autorité morale et politique.

Après les années 1850 : Les capitaux considérables autrefois utilisés pour le financement de la traite négrière sont utilisés pour l'industrialisation du Brésil, notamment dans le Sudeste. En dix ans, des industries, des banques, des compagnies maritimes et de transport apparaissent tandis que l'on avance dans la colonisation du pays et dans la construction du réseau ferré. C'est également l'époque de la ruée vers l'Amazonie pour la récolte du latex contenu dans l'*hevea brasiliensis*, à l'époque du développement du caoutchouc.

4 septembre 1850 : Par une loi, le Brésil met un terme à la traite tout en demeurant une grande

nation esclavagiste. Cependant, les esclaves continuent à entrer sur le territoire grâce à la contrebande. Des débarquements clandestins ont lieu jusqu'en 1856 au moins. C'est la détermination du gouvernement qui met fin progressivement à la traite : les contrebandiers sont sévèrement punis et les esclaves confisqués. La traite est remplacée par un intense trafic interne. C'est ainsi que les provinces du Nordeste, de Bahia, du Pernambouc et du Maranhão, deviennent pourvoyeuses d'esclaves pour les régions caféières de Rio et de São Paulo. Cette situation engendre de fait un déséquilibre pour les zones qui perdent leurs esclaves par dizaines de milliers. De ce fait, de 1850 à 1880, la répartition de la population servile se modifie : les provinces de Rio, du Minas et de São Paulo en totalisent plus de la moitié.

Au milieu du siècle : Avec l'abolition de la traite, la proportion d'esclaves dans la population diminue. On compte désormais 15 % d'esclaves tandis qu'en chiffres absolus, leur nombre a augmenté de 350 000.

Dans la décennie 1860 : La culture du café se déplace vers la région de São Paulo. En effet, elle a été touchée de plein fouet par la hausse du prix des esclaves dans la décennie 1850 puis par l'abolition de la traite. Les Paulistes introduisent une technologie plus performante et une organisation du travail plus rationnelle. Surtout, ils commencent à utiliser une main-d'œuvre salariée qui provient soit du Nordeste, sujet à de grandes sécheresses, soit d'Italie. L'essor de la production caféière suscite une prospérité durable et favorise l'essor du réseau ferré qui désenclave l'intérieur du pays. Surtout, dès 1860 et grâce au café, la situation du commerce extérieur s'inverse et le solde exportations-importations devient positif.

1867 : La guerre dans laquelle le Brésil est engagé pour des raisons territoriales contre le Paraguay vire au génocide : le peuple guarani est victime d'une politique d'extermination.

1867 : Le discours du trône de Pedro II, dans lequel il condamne l'esclavage, provoque l'indignation à la Chambre, au Sénat et au Conseil d'Etat, preuve que les antiabolitionnistes sont très nombreux. Jusqu'alors, les projets de loi abolitionnistes avaient été écartés avant même d'être discutés.

1870 : Le Paraguay est amputé de vastes territoires au nord-ouest, au profit du Brésil.

Dans la décennie 1870 : Le Brésil connaît une prospérité inégalée. Le marché intérieur prend de l'importance tandis que le travail salarié se développe et que de nouvelles vagues d'immigrants arrivent. En parallèle, le pays s'urbanise et la population des villes ne cesse de croître.

7 mars 1871 : Présentation d'un projet de loi qui vise à affranchir dès la naissance les enfants d'esclaves. Il provoque la scission du parti conservateur. Il s'agit d'aller vers une abolition progressive tout en conservant « la propriété servile comme élément indispensable de travail ». En dépit de très vives oppositions, le projet est adopté par 61 contre 35 voix. La loi du 28 septembre 1871 porte le nom de loi du « Ventre libre ».

1874-1875 : Révolte « quebra-quilos » (casse-kilos), à caractère antifiscal, dans les provinces du Nordeste. L'insurrection se répand rapidement, en raison de la faiblesse de la police. Les rebelles détruisent les poids et mesures nécessaires au calcul de la taxe contre laquelle ils se révoltent.

1877-1882 : Le pays connaît une grave sécheresse et des révoltes.

La décennie 1880 : Début de l'émigration italienne. Ils ne sont alors que quelques milliers de paysans italiens à traverser l'Atlantique, mais le phénomène est appelé à s'accroître de manière durable. La population servile est d'environ 1,5 millions, ce qui prouve qu'en dépit de la fin de la traite, le Brésil continue à utiliser la main-d'œuvre servile comme force de travail. La tension sociale est palpable dans l'ensemble du pays et les fuites et révoltes d'esclaves se multiplient. La cause abolitionniste compte de plus en plus de partisans tandis que certains propriétaires organisent pour leur part la traque des esclaves fugitifs de plus en plus nombreux.

1883 : La Confédération abolitionniste voit le jour et regroupe plusieurs sociétés favorables à l'émancipation. Elle est soutenue par l'empereur et son épouse.

A partir de 1884 : Les provinces de l'Amazonas et du Ceara qui ne comptent que peu d'esclaves se prononcent en faveur de l'affranchissement afin de rétablir le calme.

Tout au long du siècle, le pays est traversé par des missions d'exploration menées par l'ensemble des pays européens ainsi que par des Brésiliens. Elles ont pour conséquence le développement d'une navigation à vapeur vers l'intérieur des terres, du fait de l'impossibilité d'établir un réseau ferré dans le bassin de l'Amazone. Vers 1880, la navigation fluviale offre près de 50 000 kilomètres de lignes, contre seulement 9 000 pour le réseau ferré.

1887 : L'empereur malade doit suivre un traitement en Europe et sa femme Isabelle assure la régence. Il fait un retour triomphal en juillet 1888.

Mai 1888 : La loi d'abolition, dite « loi d'Or », est enfin votée. Les barons, c'est-à-dire l'aristocratie foncière qui domine les institutions représentatives, entrent alors en dissidence et rompent avec l'empereur. Ce dernier tente de jouer sur leurs divisions internes, mais cela entraîne une instabilité ministérielle qui aboutit à la chute du régime. En outre, du fait de sa maladie, Pedro II ne gouverne plus comme autrefois.

Les débuts de la République

15 novembre 1889 : Un coup d'Etat militaire emporte le régime et aboutit à la proclamation de la République. Pedro II de Bragance est alors destitué. Le maréchal Deodoro da Fonseca, qui a pris la tête du mouvement, proclame, sous la pression des républicains, la « république des états-Unis

du Brésil » tandis que la foule entonne la Marseillaise. Ce sont principalement des républicains modérés qui intègrent le gouvernement de Deodora da Fonseca. Personne n'y représente les intérêts du peuple qui reste à l'écart de l'idéal républicain.

1889-1891 : Présidence de Deodoro da Fonseca, contraint à la démission le 23 novembre 1891.

17 janvier 1890 : Le gouvernement provisoire fait droit à la revendication de séparation des Eglises et de l'Etat, instaurant la liberté de culte et le mariage civil. Pour l'Eglise, qui déplore la naissance d'un Etat athée, c'est aussi la libération de la tutelle de l'Etat : les évêchés fleurissent et les congrégations originaires d'Europe arrivent massivement. Les séminaires passent également sous l'influence de congrégations étrangères, afin de renforcer le niveau intellectuel et d'affermir la morale des futurs prêtres.

1890 : Rio, la capitale, compte plus de 520 000 habitants. Les banques et les sociétés de commerce dominant l'économie de la capitale tandis que l'activité industrielle est moindre. La population du pays est alors de 14 millions d'habitants, contre seulement 4 millions en 1823 et 10 millions en 1872. La forte hausse est principalement due à l'accroissement naturel. La population du Nordeste est également très importante tandis que le Nord, le Centre et le Sud représentent des zones pionnières pour les colons venus d'Europe et les émigrés du Nordeste.

1891-1894 : Présidence du maréchal Floriano Peixoto, véritable despote qui combat la révolution fédéraliste du Rio Grande do Sul qui menace l'unité de la nation.

24 février 1891 : Promulgation d'une nouvelle constitution, approuvée par le Congrès et inspirée du modèle des Etats-Unis d'Amérique. Les Etats disposent d'une grande autonomie économique, administrative et politique. Ils choisissent leur président et leur assemblée législative. A priori démocratique, la constitution exclut les analphabètes du droit de vote.

De 1890 à 1900 : 1,2 millions d'immigrants entrent sur le sol brésilien. De nombreux Italiens arrivent (1,1 million pendant la Première République) et sont employés dans les fazendas caféières où ils remplacent la main-d'œuvre servile. Une véritable politique d'immigration est mise en place avec des systèmes d'accueil et de tri. Les Italiens et les Espagnols travaillent dans la culture du café et dans l'industrie, tandis que les Portugais sont présents dans le commerce et les services. Et il faudrait aussi citer les Russes, les Allemands, les Hongrois, les Tchèques, les Polonais, les juifs et les Syro-Libanais de l'Empire ottoman qui viennent peupler le pays.

28 juin 1890 : L'entrée des populations asiatiques et africaines est soumise à l'autorisation du Congrès. Quelques années plus tard, certains tentent même d'interdire l'entrée sur le territoire aux Noirs, initiative repoussée, mais qui témoigne de la volonté de s'identifier aux origines européennes des premiers colons. Jusqu'à la première guerre mondiale, on escompte le « blanchiment » de la population, grâce à l'arrivée massive d'Européens : certains pensent que la population redeviendra très majoritairement blanche en l'espace d'un siècle.

1891 : Constitution républicaine qui réserve la citoyenneté active aux hommes alphabétisés, soit moins de 30 % des hommes. En 1889, la République des fazendeiros, propriétaires de plantations caféières, voit ainsi le jour.

15 novembre 1894 : L'avocat Prudente de Morais accède à la présidence de la République. Ce premier président civil élu au suffrage « universel » demeure au pouvoir jusqu'en 1898.

1898-1902 : Présidence du Pauliste Campos Sales. Il met en place un système d'entente entre Rio et les gouvernements de la fédération qui favorise le maintien au pouvoir des élites. L'Etat s'engage à réprimer les éventuelles dissidences locales, d'où le nom de colonélisme attribué à ce système de la politique des gouverneurs. Les colonels sont en effet les chefs locaux de l'intérieur. La République confère ainsi au colonélisme une importance qu'il n'avait pas jusque-là, en donnant du pouvoir au municiple. Le colonel, propriétaire foncier, commerçant ou industriel, est un chef de clan, à la tête d'un vaste réseau de parentèle et de fidélités. Il accorde protection et faveur en échange de l'obéissance. L'autre figure du pouvoir local est le doutor, avocat ou médecin, qui détient le prestige lié à l'instruction. Les colonels sont les garants de la stabilité de l'Etat en maintenant le calme dans les provinces et, le cas échéant, en réprimant les rébellions. En échange, ils attendent de leur Etat des emplois et des crédits pour leur municiple.

Vers 1902-1904 : Les Etats-Unis d'Amérique remplacent la Grande-Bretagne comme premier importateur de produits brésiliens et ils sont bientôt les principaux partenaires commerciaux de Rio.

1902 : Dès son arrivée au pouvoir, Rodrigues Alves fait de l'assainissement et de la modernisation de Rio, la capitale, une priorité. En effet, la population s'y entasse dans des conditions sanitaires déplorables et elle y est sujette à de nombreuses épidémies. On entreprend de rénover la ville, on vaccine les habitants, on éclaire les rues. C'est à la même époque que la samba apparaît, que les premiers clubs de football émergent, que la baignade se généralise.

1906 : Les trois quarts de la production mondiale de café sont brésiliens. Les colons, salariés agricoles munis d'un contrat de travail annuel, vivent dans des maisons sur le domaine de la fazenda et disposent d'un lopin de terre destiné à leurs cultures vivrières. La structure caféière repose sur d'immenses plantations qui appartiennent à de grandes familles de fazendeiros et sont gérées par des intendants. Les planteurs de São Paulo sont en relation avec les banquiers et ce sont des maisons de commerce anglaises qui commercialisent le café vendu aux Etats-Unis et transporté par des compagnies de chemin de fer et des navires également britanniques. La production de coton et de sucre ne cesse de décroître alors que la culture du cacao redonne un peu de vigueur à l'économie bahianaise.

Entre 1908 et 1912 : Le pic de la production de caoutchouc est atteint avec 80 millions d'hévéas exploités sur trois millions de kilomètres carrés. Près de la moitié de la production mondiale est produite en Amazonie dont la population s'accroît considérablement. Manaus devient alors la capitale du caoutchouc. Cependant, un Britannique dérobe des graines d'hévéas qu'il plante en Asie : c'est le début de la prospérité du caoutchouc asiatique qui provoque rapidement la banqueroute des maisons de production brésiliennes.

1908 : Création du premier syndicat, la Confédération ouvrière brésilienne. Le mouvement ouvrier est très influencé par l'anarcho-syndicalisme venu du Portugal, d'Italie et d'Espagne. Les programmes des syndicats se caractérisent par leur anticléricalisme, par leur antimilitarisme et le refus de participer aux élections. La grève est présentée comme la solution aux problèmes des ouvriers. La lutte des classes est particulièrement intense dans la région de São Paulo.

1910 : Création du Service de protection de l'Indien afin de défendre ces derniers d'une éventuelle volonté d'extermination.

Vers 1910, alors que l'influence de la région pauliste décline, celle du Rio Grande do Sul ne cesse de s'affirmer, ce qui se ressent dans l'occupation des divers ministères.

1911 : Révolte millénariste menée par un certain José Maria, laïc illuminé, dans la région du Contestado, zone frontière disputée entre le Paraná et le Santa Catarina. Plusieurs villes saintes se forment, regroupant 20 000 fidèles environ. Il faut l'intervention de l'armée fédérale pour venir à bout du Contestado : les communautés sont détruites une à une à partir de septembre 1914.

Entre 1912 et 1929 : Plus de trente compagnies des Etats-Unis d'Amérique s'installent au Brésil en pleine industrialisation.

1917 : Grève générale à São Paulo. Les ouvriers revendiquent de meilleurs salaires. Certains quartiers s'organisent en pôles de résistance. Cependant, du fait du faible poids des ouvriers, la République n'élabore aucune législation du travail.

1920 : Le pays compte 275 000 ouvriers, signe de son industrialisation.

1922 : Le mouvement des lieutenants ou tenentismo apparaît, sous l'influence de jeunes officiers qui se tiennent pour les dépositaires du patriotisme et de la moralité publique. Ils aspirent à voir brisée la toute puissance de São Paulo et du Minas. Leur mouvement exige une double rupture : avec les élites dominantes d'une part et la hiérarchie militaire d'autre part.

5 juillet 1922 : Révolte des militaires du fort de Copacabana à Rio contre l'arrivée au pouvoir du nouveau président Artur Bernardes. Bombardés, les insurgés doivent se rendre dès le lendemain, mais le mouvement de rébellion est lancé pour une décennie.

1924 : Création d'un Institut du café à São Paulo qui doit, à l'origine, réguler les mises sur le marché. Le krach de 1929 entraîne la chute des cours du café et la ruine de ce secteur.

L'ère du populisme

1er mars 1930 : Les élections présidentielles se tiennent dans un climat de tension entre les deux partis en présence. Les fraudes sont massives. La victoire de Julio Prestes, président de l'Etat bandeirante (Sao Paulo), est entérinée. Les vaincus, partisans du candidat gauchiste Getulio Vargas (ainsi surnommé car il représente les grands propriétaires du Sud), n'acceptent pas la défaite.

23 octobre 1930 : Les troupes sudistes occupent Rio, avec Getulio Vargas à leur tête. Le président Washington Luis est déposé quelques jours avant la fin de son mandat par les états-majors unis de l'armée de terre et de la marine. Avec la révolution, le Brésil entre dans une ère troublée et instable, d'autant qu'il subit de plein fouet la crise économique engendrée par le krach de 1929.

3 novembre 1930 : Getulio Vargas prend ses fonctions à la tête du gouvernement provisoire. L'oligarchie pauliste du café apparaît comme la grande perdante de la révolution. Quant aux révolutionnaires, ils ne sont pas unis idéologiquement. L'ère Vargas s'ouvre pour une quinzaine d'années. C'est une sorte de populisme qui se met en place, fondé sur une personnalisation du pouvoir et l'existence d'un lien affectif entre le chef et le peuple brésilien.

Né en 1883 dans une famille de grands propriétaires terriens du Rio Grande do Sul, Vargas gravit progressivement les échelons politiques et devient député fédéral en 1922. Il se fait remarquer en 1923 lors de la guerre civile qui embrase le Rio Grande do Sul par ses talents de conciliateur. En 1924, il prend la tête du mouvement républicain gauchiste à l'assemblée de Rio et devient ministre des Finances du président Washington Luis en 1926. Dès 1930, il associe les lieutenants au pouvoir : ces derniers sont donc favorables à une prolongation des pouvoirs d'exception du chef du gouvernement provisoire. Le leader gauchiste exerce ainsi une dictature de fait, d'autant que le Congrès national, les assemblées des Etats et les conseils municipaux ont été dissous. Des interventores, nommés par Vargas, remplacent les gouverneurs des Etats du pays. Vargas s'appuie sur les lieutenants, en lutte contre les oligarchies locales, jusqu'en 1932 au moins, mais ne néglige pas les autres forces sociales du pays et évite de se couper des anciennes élites. Le président assigne à l'Etat la tâche de mettre en œuvre la modernisation industrielle et de conduire le changement social. A partir de 1937, il exalte le nationalisme et l'indépendance nationale. Le pays connaît alors de profondes transformations.

1932 : Révolution constitutionnaliste à São Paulo, lancée par les groupes paulistes qui tentent d'en finir avec le tenentismo et de reprendre la main sur le gouvernement. Les anciennes élites s'allient en dénonçant l'autonomie bafouée de São Paulo et l'autoritarisme des lieutenants ainsi que la dictature de Vargas. Ce dernier, conscient du danger, annonce une série de concessions : il propose un nouveau code électoral, promet la préparation d'une nouvelle constitution et nomme un pauliste comme interventor dans l'Etat.

9 juillet 1932 : Les Paulistes, pensant pouvoir compter sur l'appui du Minas Gerais et du Rio Grande do Sul, déclenchent une insurrection contre le gouvernement fédéral. Or, c'est sans compter sur la peur des oligarchies de Porto Alegre et de Belo Horizonte d'affronter militairement le pouvoir central. Après trois mois de durs combats, les Paulistes doivent se rendre le 1er octobre 1932. C'est alors que Vargas prend ses distances avec les lieutenants et tente de se concilier les vaincus paulistes auxquels il accorde des ministères.

3 mai 1933 : Premières élections à l'assemblée constituante et victoire des vieilles élites régionales, au détriment des lieutenants. La modernisation de l'Etat se met en place, avec, notamment, des nouveautés sociales et la naissance d'un ministère de l'Education et de la Santé.

Un ministère du Travail, de l'Industrie et du Commerce est également créé. Il est confié à un admirateur de l'encyclique Rerum Novarum de Léon XIII et prévoit la création de caisses de retraite, la mise en place d'un système de sécurité sociale, la réglementation du travail des femmes et des enfants.

14 juillet 1934 : Promulgation de la nouvelle constitution. Les analphabètes demeurent exclus du droit de vote. Cependant, elle prévoit la mise en place d'un salaire minimum, le repos hebdomadaire, des congés annuels rémunérés et l'enseignement primaire gratuit et obligatoire.

15 juillet 1934 : L'Assemblée nationale constituante porte Getulio Vargas à la présidence de la République. Tout ceci n'empêche pas la radicalisation politique et l'agitation sociale : le président apparaît ainsi comme le garant de l'unité et de l'ordre social.

1934 : Fondation de l'université de São Paulo.

1932 : Naissance du groupe fascisant Action intégraliste brésilienne (AIB) qui compte déjà 20 000 militants actifs et des centaines de milliers de sympathisants à son apogée en 1936. Le mouvement a été lancé par un certain Plinio Salgado, avec, pour devise, « Dieu, Patrie, Famille ». En réaction, le Parti communiste s'organise : le mouvement prend le nom d'Alliance nationale libératrice (ANL), avec Luis Carlos Prestes pour président d'honneur. Il compte probablement 100 000 adhérents en 1936. L'organisation est dissoute par Vargas après avoir réclamé « tout le pouvoir » : elle se lance alors dans des actions clandestines, espérant soulever la population dans une révolution qui renverserait le régime en place. C'est un échec.

25 novembre 1935 : Après des tentatives d'insurrection déjouées de l'ANL, le Congrès accepte la mise en place de l'état de siège. On multiplie les arrestations et l'on s'unit autour du président Vargas contre le péril communiste.

30 septembre 1937 : Le ministre de la Guerre, le général Dutra, annonce la prétendue découverte d'une conspiration communiste, dite « plan Cohen », qui n'a en fait jamais existé. Elle permet d'imposer une nouvelle constitution, l'Estado Novo, qui interdit notamment l'ensemble des partis politiques. Une marche a une nouvelle fois été franchie vers l'établissement d'un gouvernement fort. Cette constitution s'inspire du régime mis en place par Salazar en 1933 à Lisbonne. Tout le pouvoir découle ainsi du président qui nomme les ministres et choisit les interventores qui gouverneront les Etats en son nom. Désormais, les opposants sont poursuivis. Peu à peu, le pays resserre les liens avec le Troisième Reich, et l'Allemagne devient son premier fournisseur, supplantant ainsi les Etats-Unis. Jusqu'en 1941, Vargas oscille, dans sa politique, entre démocratie et fascisme et demeure neutre face aux puissances entrées en guerre, entendant conserver de bonnes relations avec les divers partenaires commerciaux du Brésil. Au sein même du gouvernement, plusieurs tendances s'opposent, favorables aux nazis pour les uns, aux Américains pour les autres. Jamais le Brésil ne s'engage officiellement aux côtés de l'Axe et il refuse d'adhérer au pacte anti-Komintern.

Mars 1938 : Le ministre des Relations extérieures, Osvaldo Aranha, est un pro-américain.

1941 : L'attaque japonaise de Pearl Harbor, suivie de l'entrée en guerre des Etats-Unis, entraîne la rupture diplomatique avec les pays de l'Axe.

Entre février et août 1942 : 21 navires marchands brésiliens sont torpillés par la Kriegsmarine, provoquant la colère populaire.

31 août 1942 : Le Brésil entre en guerre contre l'Allemagne et l'Italie.

A partir de 1943 : La désagrégation du régime s'accélère. L'industrie est affectée par la guerre et les difficultés commerciales qu'elle génère.

3 octobre 1943 : Manifestation en faveur de l'instauration d'un régime démocratique.

9 novembre 1943 : Manifestation contre la censure à São Paulo.

Août 1944 : Démission du ministre Osvaldo Aranha, en réaction à la fermeture de la Société des amis de l'Amérique, tandis qu'un autre pilier du régime, Gois Monteiro, démissionne également de son poste.

22-27 janvier 1945 : Premier congrès brésilien des écrivains, rassemblant plus de 200 intellectuels aux côtés de Jorge Amado et Mario de Andrade. Ils demandent la liberté d'expression et la tenue d'élections.

28 février 1945 : Un acte additionnel à la constitution annonce la tenue d'élections générales. Vargas renonce à concourir et lance dans la course à la présidence son ministre de la Guerre, le général Dutra, soutenu par l'armée, ce qui nuit au leader de l'opposition libérale, Eduardo Gomes, issu du mouvement des lieutenants et également proche des militaires.

Entre avril et septembre 1945 : Emergence des trois principaux partis brésiliens. Le Parti social démocratique (PSD) est soutenu par les interventores : il rassemble les politiciens traditionnels, au service de l'Estado Novo, et qui entendent demeurer au pouvoir. Le Parti travailliste brésilien (PTB), dont Vargas devient président, entend, pour sa part, mobiliser une base populaire urbaine attachée aux réalisations sociales du régime. Face à ces deux partis nés sous l'influence de Vargas, l'Union démocratique nationale (UDN), parti libéral, voit le jour. Il s'agit, pour ses membres, d'évincer à tout prix Vargas du pouvoir.

Avril 1945 : Vargas renoue les relations diplomatiques avec l'URSS et opère un virage populiste et nationaliste. Sa loi anti-trust lui permet d'obtenir le soutien des communistes.

3 octobre 1945 : Vargas assure dans un meeting que le peuple peut compter sur lui.

29 octobre 1945 : Putsch de Gois Monteiro, commandant en chef des forces armées. Vargas se retire du pouvoir.

2 décembre 1945 : Dutra, candidat de Vargas, est élu avec 55 % des voix. Le PSD emporte la majorité des sièges à l'Assemblée et au Sénat. Quant à Vargas, il est lui-même élu sénateur dans deux Etats et député dans cinq. A la fin de l'ère Vargas, le Brésil s'est fortement industrialisé.

1946-1951 : Présidence de Dutra.

18 septembre 1946 : Une constitution à caractère démocratique est promulguée. Le chef d'Etat est élu pour cinq ans. Le droit de vote est accordé aux hommes et aux femmes de plus de 18 ans et sachant lire et écrire. Le droit de grève reste très réglementé. Avec la fin de la guerre, l'Etat s'efface des affaires économiques, laissant place à un certain libéralisme économique.

1946 : Grèves ouvrières importantes, soutenues par le Parti communiste brésilien. Le gouvernement place alors 143 syndicats sous la tutelle de l'Etat fédéral.

Mai 1947 : Le PCB, qui compte près de 200 000 militants, est interdit.

2 septembre 1947 : Le Brésil adhère au Traité interaméricain d'assistance réciproque et instaure un système régional de défense destiné à lutter contre le communisme.

Octobre 1947 : Les relations diplomatiques sont rompues avec l'URSS.

Mai 1949 : Eurico Dutra est le premier président brésilien à se rendre en visite officielle aux Etats-Unis.

Juin 1950 : Vargas annonce officiellement sa candidature à la présidence, en vue des élections d'octobre. Il développe les thèmes populistes de réforme sociale et de reprise d'une politique d'industrialisation indépendante.

Octobre 1950 : Vargas l'emporte largement aux élections, avec 48,7 % des suffrages. Il revient au pouvoir avec un esprit de conciliation dont témoigne la constitution de son premier gouvernement et entre en fonctions le 31 janvier 1951. Le PSD domine, mais le PTB est également présent tandis que l'UDN demeure hostile à Vargas, en dépit de ses efforts de rapprochement. Le président

demeure neutre vis-à-vis des Etats-Unis. D'un point de vue économique, l'Etat reprend l'initiative : des établissements publics voient le jour, le domaine de l'énergie est notamment privilégié (avec l'électricité, le charbon et le pétrole).

A partir de 1953 : L'opposition gagne du terrain, à la faveur des difficultés économiques que rencontre le pays. Les producteurs de café manifestent tandis que l'inflation s'aggrave.

Mars 1953 : La grève générale de São Paulo rassemble près de 300 000 personnes. En juin, 100 000 dockers cessent le travail à Rio, Santos et Belem. Le président nomme alors João Goulart, président du PTB, à la tête du ministère du Travail.

1953 : Les relations avec les Etats-Unis se dégradent à la suite de l'élection d'Eisenhower.

22 février 1954 : Vargas doit renvoyer Goulart, sous la pression de l'armée qui l'accuse de servir les intérêts des communistes. Les militaires sont notamment opposés au doublement du salaire minimum.

1er mai 1954 : Le doublement du salaire minimum entre tout de même en vigueur. Vargas appelle les ouvriers à soutenir ce coup de force.

5 août 1954 : Tentative d'assassinat de Carlos Lacerda, journaliste et chef de file de l'opposition. L'enquête montre que le chef de la garde présidentielle est à l'origine du complot, à l'insu de Vargas. Elle révèle aussi la corruption de l'entourage présidentiel.

22 août 1954 : De nombreux officiers supérieurs réclament la démission de Vargas.

24 août 1954 : A la suite d'un conseil des ministres très tendu, Vargas se suicide. Dans une lettre-testament, il se présente comme la victime d'un complot et de calomnies. Sa mort suscite l'émotion dans tout le pays et engendre de gigantesques manifestations en sa faveur et hostiles aux intérêts américains.

25 août 1954 : A Rio, ce sont des centaines de milliers de personnes qui accompagnent la dépouille de Vargas jusqu'à l'aéroport. Des heurts se produisent avec les troupes des forces aériennes. Le vice-président, devenu chef de l'Etat, Café Filho, s'engage à maintenir les élections présidentielles d'octobre 1955.

3 octobre 1955 : Juscelino Kubitschek, candidat du PDS et originaire du Minas Gerais dont il est gouverneur, l'emporte de justesse face au candidat de l'UDN.

1956-1961 : Présidence de Juscelino Kubitschek, qui paraît pour les Brésiliens une sorte d'âge d'or. Il affirme le destin de grande puissance du Brésil auquel il offre une nouvelle capitale : Brasilia. C'est aussi le temps d'une grande avancée en matière industrielle : il est partisan d'une industrialisation accélérée, seule susceptible à ses yeux de rattraper le retard du Brésil. L'Etat reste prépondérant dans les secteurs considérés comme stratégiques et se veut l'allié des Etats-Unis avec lesquels il tente une coopération.

1957-1961 : Le taux de croissance du Brésil est de 8,3 %, soit le plus élevé d'Amérique latine. L'essor de l'industrie automobile est particulièrement frappant : les industries s'installent dans la région de São Paulo.

21 avril 1960 : Inauguration de la nouvelle capitale Brasilia, construite à partir du plan de l'urbaniste Lucio Costa. Les bâtiments sont conçus par l'architecte Oscar Niemeyer. Le projet est extrêmement dispendieux et témoigne du caractère peu équilibré de ce système politique où la richesse et les activités se concentrent dans le Sudeste. Ce modèle de développement inflationniste est en partie à l'origine de la crise finale du système populiste.

3 octobre 1960 : Janio Quadros, candidat de l'UDN, remporte les élections présidentielles, avec 48,2 % des suffrages. Il s'affirme comme le défenseur d'un ordre social plus juste et comme le partisan d'une stabilisation des dépenses. Il est également favorable à une politique étrangère indépendante et reconnaît notamment l'URSS.

25 août 1961 : Quadros annonce sa démission, à la stupeur générale. Le vice-président João Goulart est alors en visite à Pékin. Des oppositions font jour pour l'empêcher d'accéder au pouvoir et c'est dans un climat d'extrême tension qu'une partie de l'armée parvient à imposer Goulart, le 7 septembre 1961. Ce riche éleveur gaúcho est depuis longtemps dans l'entourage de Vargas. Il entend mettre en œuvre des réformes de base dont certaines sont particulièrement controversées. Il s'agit notamment de la réforme agraire dans ce pays où 1 % des propriétés concentrent près de la moitié des terres, souvent sous-exploitées de surcroît. Goulart doit gouverner avec de nombreux opposants et parvient difficilement à obtenir la confiance des élites économiques avec lesquelles il entendait travailler. Une partie de la gauche défend son programme et son action tandis que la gauche radicale dénonce la lenteur de ses réformes. Sous l'influence du Commandement général des travailleurs, elle n'hésite pas à appeler le peuple à la mobilisation et à la grève contre le Parlement conservateur. Le président doit compter avec une mobilisation populaire inédite, tant au sein de la paysannerie que chez les ouvriers. Quant aux organisations étudiantes, elles sont marquées par le marxisme et les idées révolutionnaires.

Début de la décennie 1960 : Face aux ligues paysannes nées dans les années cinquante et à l'agitation qu'elles suscitent dans les campagnes, l'Eglise réagit afin de proposer un réformisme social qui semble seul capable de conjurer la révolution. Elle choisit le Nordeste pour lancer la syndicalisation et l'alphabétisation, en partant du diocèse de Natal en 1960. En quatre ans, l'Eglise devient le principal agent de la syndicalisation réformiste chez les paysans. Cependant, elle connaît une concurrence dès 1962 avec les organisations de gauche. Le projet de l'Eglise est développé sur place par des membres de l'Action catholique, fervents partisans de la lutte et de la révolution dont ils enseignent les fondements aux paysans grâce à un livret d'alphabétisation, *Savoir pour suivre, suivi de Vivre, c'est lutter*.

6 janvier 1963 : Lors d'un plébiscite qu'il est parvenu à imposer, Goulart est rétabli dans la plénitude des pouvoirs présidentiels par une majorité de la population. Il entreprend alors sa politique économique qui échoue au bout de quelques mois. Mal conseillé, le président choisit de donner des gages à l'aile radicale, se coupant ainsi du soutien des modérés.

1963 : On compte 172 grèves dans le pays, contre 31 en 1958. Les tensions sociales sont particulièrement vives.

1964 : Le Livret d'alphabétisation est saisi chez l'imprimeur et le cardinal de Rio se désolidarise publiquement du mouvement.

13 mars 1964 : Le président Goulart signe deux décrets devant plus de 150 000 personnes et une marée de drapeaux rouges. Il s'agit de nationaliser les raffineries de pétrole et d'exproprier les exploitations de plus de 100 hectares proches des grandes voies de communication. Cela donne l'impression que Goulart ne gouverne plus et qu'il a été dépassé par la faction radicale de gauche. On s'inquiète donc de la « cubanisation » du Brésil.

1964 : Les catholiques conservateurs se mobilisent de leur côté et organisent dès le mois de mars des « Marches de la famille », rosaire et drapeau brésilien à la main. Elles rassemblent de grandes foules qui, peu à peu, contestent la légitimité du président.

31 mars 1964 : A Juiz de Fora, dans le Minas Gerais, le général Olympio Mourão Filho commande à ses troupes de marcher contre Rio. Il obtient le soutien de nombreux gouverneurs et le ralliement d'une grande partie de l'armée.

2 avril 1964 : Goulart, qui refuse la résistance armée, fuit en Uruguay. Le Congrès proclame la vacance du pouvoir.

11 avril 1964 : Le Parlement désigne le général Castelo Branco, chef d'état-major de l'armée de terre, président de la République. Le nouveau régime est immédiatement reconnu par les Etats-Unis qui ont œuvré financièrement à la déstabilisation de Goulart.

1964-1985 : Pendant ces deux décennies, les Brésiliens vivent sous le gouvernement des militaires. Au moment de l'arrivée de l'un d'eux au pouvoir, le peuple pense qu'il s'agit d'un court moment de transition nécessaire au redressement du pays et que le pouvoir reviendra ensuite aux civils. Les militaires sont désormais inspirés de la « doctrine de la sécurité nationale » qui s'articule autour des concepts de sécurité et de développement et qui a été systématisée par le général Golbery. Elle se fonde sur quatre grands principes. Tout d'abord, l'idée d'un affrontement entre l'Orient communiste et matérialiste et l'Occident de tradition chrétienne auquel se rattache le Brésil. L'Etat est considéré comme l'ultime rempart des intérêts nationaux, avec le soutien de l'armée. Les idéologues revendiquent une place à part du Brésil, du fait de son immensité : la diplomatie de Brasilia s'écarte de Washington. Enfin, seul le développement est à même de garantir la sécurité du pays. Cependant, les militaires n'ont jamais établi une dictature totale car ils

ont supprimé les partis politiques tout en instaurant en même temps un bipartisme qui permet à l'opposition de se regrouper et d'exister. Les historiens évoquent une « dictature inachevée » qui a pourtant mis en place un processus répressif conséquent contre les opposants.

1964 : Dans les premières semaines qui suivent le putsch, une chasse aux sorcières est organisée. C'est l'« Opération nettoyage » qui touche environ 50 000 personnes, incarcérées pendant des périodes plus moins longues. 10 000 sont arrêtées la première semaine, notamment à Rio et dans le Nordeste. Des centaines d'enquêtes sont menées un peu partout contre ceux qui menacent la sécurité du pays. De nombreux hommes politiques sont déchus de leurs fonctions et privés de leurs droits civiques. En deux ans, 20 % des députés d'opposition perdent ainsi leur mandat.

Mai 1964 : Rupture des relations diplomatiques avec Cuba. Le président Castelo Branco est ouvertement pro-américain, ce qui provoque la déception de nombreux militaires et responsables civils conservateurs.

Juillet 1964 : Le mandat de Castelo Branco est prorogé jusqu'en 1967, entraînant une rupture définitive avec l'UDN qui pensait présenter un candidat aux élections prévues en 1965.

Octobre 1965 : Dans cinq des onze Etats où se déroulent des élections, l'opposition l'emporte. Le pouvoir répond avec l'acte institutionnel n°2 qui instaure l'élection indirecte du président et autorise ce dernier à proclamer l'état de siège sans l'aval du Congrès. En outre, les treize partis sont supprimés et le bipartisme institué. Il s'agit de constituer un parti officiel et un semblant d'opposition et de démocratie. L'Alliance rénovatrice nationale (ARENA) voit ainsi le jour, en même temps que le Mouvement démocratique brésilien (MDB) qui va, peu à peu, fédérer l'ensemble des forces d'opposition.

Dès l'automne 1966 : L'opposition commence à s'organiser au sein d'une vaste coalition qui prend le nom de Front large, interdite par le pouvoir en avril 1968.

Janvier 1967 : Une nouvelle constitution est promulguée. C'est désormais le haut commandement des forces armées qui choisit son candidat.

15 mars 1967 : Entrée en fonction du général Costa e Silva, nouveau président du Brésil.

25 juin 1968 : Une manifestation de plus de 100 000 personnes parcourt Rio, à la suite de la mort d'un étudiant, tué par la police.

1967 : Le plan d'assainissement économique entrepris par le gouvernement est un succès, entraînant la baisse de l'inflation de 1964 à 1967 et celle du déficit annuel. En revanche, le pays connaît la récession. L'économiste Delfim Neto arrive au ministère des Finances et entreprend la relance de l'économie : le Brésil entre alors dans la plus forte période de croissance de son histoire. De 1968 à 1974, la croissance annuelle du PIB est de près de 11 %. Désormais, le Brésil

vend des produits manufacturés. Les investissements étrangers sont, quant à eux, très importants.

Fin août 1968 : L'université du Minas Gerais est fermée, celle de Brasilia envahie par la police qui procède à de nombreuses arrestations. La même année, plusieurs prêtres sont arrêtés en raison de leur engagement social et sont emprisonnés. Les relations entre l'Eglise et l'Etat se dégradent : des voix opposées au régime se font entendre à l'assemblée générale des évêques pendant le même été.

13 décembre 1968 : Promulgation de l'Acte institutionnel n°5 qui autorise le président à fermer toutes les assemblées législatives, à casser les mandats électifs et à suspendre les droits politiques des citoyens jugés dangereux pour le régime pour une durée de dix ans.

A partir de 1969 : Les militaires sont les principales figures de la lutte contre « le terrorisme et la guerre subversive », dans un contexte de résistance armée en plein essor. L'opération Bandeirantes (OBAN) est mise en place : il s'agit d'une première tentative de coordination des forces civiles et militaires de répression, couronnée de succès.

Août 1969 : Le président Costa e Silva, malade, est remplacé par Emilio Garrastazu Médici, à la suite d'âpres luttes. Il appuie son pouvoir sur trois hommes, Delfim Neto qui demeure aux finances, Orlando Geisel qui prend en main le ministère des Armées et Leitoão de Abreu, secrétaire général de la Présidence, avec lequel la propagande se développe avec une efficacité inédite grâce, notamment, à la télévision. Un climat de nationalisme se développe en même temps, renforcé par les victoires de l'équipe nationale de football. L'opposition, alors très réduite, grandit dans la clandestinité. Elle est le fait de jeunes partisans du Che Guevara ou de Mao qui s'illustrent par des actions terroristes, organisant une guérilla.

1969-1970 : Quatre diplomates étrangers sont enlevés par la guérilla et relâchés en échange de la libération de détenus politiques. La guérilla est fortement combattue.

Novembre 1969 : Carlos Marighela, fondateur de l'Action libératrice nationale (ALN), principale organisation de la guérilla, est abattu à São Paulo. D'autres leaders sont éliminés de la même manière dans les années suivantes. La guérilla est incapable de faire vaciller le régime.

1970 : Création des DOI-OBAN (Détachements des opérations internes-opération Bandeirantes) qui, dirigés par l'armée, coordonnent les actions des forces civiles et militaires affectées à la répression de l'opposition.

Octobre 1970 : Victoire électorale du parti officiel qui emporte 21 des 22 gouvernements. Le mois suivant, il remporte les élections partielles au Sénat et à la Chambre des députés.

Novembre 1972 : Nouvelle victoire écrasante de l'ARENA, aux élections municipales cette fois.

1974-1979 : Présidence d'Ernesto Geisel.

1974 : Des relations diplomatiques sont nouées avec la république populaire de Chine. L'année suivante, le Brésil reconnaît les gouvernements marxistes d'Angola et du Mozambique, au grand dépit des Etats-Unis qui le voient s'affirmer comme grande puissance tiers-mondiste.

1974-1978 : L'Eglise catholique représente la principale menace pour la survie du régime, car elle est l'une des plus progressistes au monde, ayant fait sienne la « théologie de la libération ». La résistance s'organise autour de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNEB) et de Monseigneur Evaristo Arns, cardinal-archevêque de São Paulo qui joue un rôle fondamental. La CNEB réclame la fin de la torture et de la loi de sécurité nationale ainsi que l'annulation de l'acte constitutionnel I5 et une amnistie générale.

1975-1976 : Des militaires ultras déclenchent une campagne de répression contre le PCB, ce qui donne lieu à des arrestations violentes. L'archidiocèse de São Paulo prend la tête de la résistance pacifique, organisant l'aide aux familles des disparus et des prisonniers. Devant une telle situation, le président Geisel est contraint d'agir contre la ligne dure de son parti.

1975 : Une étude réalisée à São Paulo par l'Eglise catholique montre que la situation sanitaire et sociale est dramatique dans les grandes métropoles, par exemple en ce qui concerne les raccordements aux égouts, à l'électricité et à l'eau courante, souvent inexistantes.

1975 : Accord de coopération nucléaire entre l'Allemagne et le Brésil. Il prévoit la construction de huit centrales nucléaires.

1975 : Lancement du programme Proalcool, qui favorise la production d'éthanol à partir de canne à sucre afin d'alimenter les moteurs classiques.

1975 : Luis Ignacio da Silva, dit «Lula », devient le fer de lance de l'opposition syndicaliste. Il acquiert une renommée nationale et prend la tête du syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo.

1977 : Avec l'arrivée de Jimmy Carter à la présidence des Etats-Unis, les relations entre les deux pays se dégradent.

Avril 1977 : Après avoir congédié le Parlement, le président utilise l'acte constitutionnel I5 pour porter le mandat présidentiel à six ans et établir une nouvelle carte électorale, plus favorable aux Etats du Nordeste où l'ALENA a ses plus fervents soutiens. Le parti d'opposition MDB est alors très populaire et remporte plusieurs élections qui effraient la présidence. En même temps, la société civile commence à se régénérer et diverses associations voient le jour, qu'elles soient

formées d'avocats ou de journalistes.

Octobre 1977 : Renvoi du ministre de l'Armée de terre, Silvio Frota, appartenant à la ligne dure du gouvernement.

1978-1980 : Série de grandes grèves. En 1979, plus de trois millions de salariés cessent le travail. Des secteurs entiers de l'économie sont ainsi paralysés. Elles touchent également le secteur de la canne à sucre. En outre, la Confédération des travailleurs de l'agriculture (CONTAG) soutient le combat des paysans sans terre. En avril 1980, 150 000 ouvriers de l'industrie automobile demeurent en grève pendant un mois et demi.

Octobre 1978 : La présidence fait une concession d'importance en faisant approuver par le Congrès un amendement constitutionnel qui révoque l'AI5.

1979-1984 : Présidence du général João Batista Figueiredo. Lors de sa prise de pouvoir, il fait le serment d'instaurer la démocratie. Peu intéressé par la gouvernance, il poursuit l'ouverture politique. Il entend maintenir le développement économique et le rythme de forte croissance ; cependant, le Brésil est touché par le second choc pétrolier qui entraîne le triplement du prix des hydrocarbures en deux ans seulement.

Août 1979 : Le Congrès approuve le projet d'amnistie politique. De nombreuses personnes sont réintégrées dans leurs droits et dans leurs fonctions tandis que les derniers prisonniers politiques sont libérés.

Novembre 1979 : Retour du multipartisme. En quelques mois, six partis sont fondés : le Parti travailliste brésilien (PTB), le Parti démocratique travailliste (PDT), le Parti populaire (PP), le Parti démocratique social (PDS), nouveau parti du gouvernement, et le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB). Enfin, le Parti des travailleurs (PT) de Luis Inacio da Silva se structure autour du combat social et syndical.

1979 : Accord tripartite entre le Brésil, le Paraguay et l'Argentine au sujet de l'utilisation du fleuve Paraná où les deux premiers Etats ont construit l'immense centrale hydroélectrique d'Itaipu, à l'origine d'un différend entre le Brésil et l'Argentine.

1980 : Pour faire face à la crise, mise en œuvre d'une politique d'austérité qui engendre une crise de stagflation de 1981 à 1983. Sur la même période, le revenu par tête chute d'environ 10 %.

Début des années 1980 : Le Brésil connaît une grave crise économique. Une certaine libéralisation est alors entreprise.

1981 : Selon une estimation, 20 % de la population en âge de travailler serait au chômage ou sous-employée.

15 novembre 1982 : Aux élections générales, l'opposition progresse et se retrouve presque majoritaire à la Chambre des députés.

Avril 1983 : Emeutes de la faim à São Paulo. Des magasins sont pillés.

Juin 1983 : Une campagne nationale est lancée pour l'élection directe du président, mais elle échoue. Cependant, le candidat du parti gouvernemental, Paulo Maluf, provoque des dissensions internes qui aboutissent à une scission. Des grandes figures du parti passent alors à l'opposition.

Fin 1984 : Le Brésil renoue avec la croissance, en raison des efforts entrepris par le président Figueiredo, mais l'inflation demeure énorme (de l'ordre de 200 %) et la dette extérieure a doublé depuis son arrivée. Grâce à sa politique économique volontariste, le Brésil est passé du 43e au 8e rang des puissances économiques.

Le Brésil contemporain : l'émergence d'une grande puissance

15 janvier 1985 : C'est finalement Tancredo Neves, figure importante de l'opposition, qui est élu président, grâce aux voix d'une partie des membres du PDS. Cependant, il meurt le 21 avril et est remplacé par l'ancien dirigeant du parti des militaires, José Sarney, qui se retrouve au pouvoir presque par hasard et sans légitimité.

Février 1986 : Mise en place du plan Cruzado qui associe l'introduction d'une nouvelle monnaie, le cruzado, à un gel des prix. Le plan échoue rapidement.

Novembre 1986 : Le PMDB, allié au président, remporte les élections, obtenant la majorité au Congrès et la quasi-totalité des sièges de gouverneurs.

Juin 1987 : Par le plan Bresser, le Brésil tente un nouveau gel des prix.

5 octobre 1988 : Promulgation d'une nouvelle constitution qui met un terme à la législation d'exception du régime militaire. Elle contient de nombreuses avancées en matière de libertés publiques et de droits sociaux. La grève est autorisée et les syndicats sont libérés de la tutelle de l'Etat. Le principe de réforme agraire est lui-même légalisé. La diversité ethnique de la nation est reconnue pour la première fois. Le pouvoir judiciaire voit son indépendance garantie.

Novembre 1988 : Le PMDB perd de nombreuses villes aux élections municipales. Le Parti des travailleurs obtient, quant à lui, ses premiers succès et conquiert Porto Alegre et São Paulo. Le président est accusé d'être responsable de la situation économique catastrophique du pays.

Janvier 1989 : Le plan Eté crée un nouveau cruzado et bloque provisoirement les prix. Cependant, l'inflation atteint cette année-là 1 765 %.

15 novembre 1989 : Pour la première fois, l'ensemble des Brésiliens est appelé à élire son président au suffrage universel. Fernando Collor de Mello arrive largement en tête, suivi de Lula (PT) qui devance Leonel Brizola (PDT).

17 décembre 1989 : Collor l'emporte sur Lula avec 4 millions de voix d'avance. La réforme de l'Etat fait partie de ses priorités, mais elle est difficile à mettre en œuvre. Il doit faire face à une hyperinflation, à l'explosion de la dette extérieure, au souvenir des scandales : les attentes sont immenses à l'égard du nouveau président qui tente d'engager une réforme économique qui n'a guère de succès. La réforme de l'Etat n'est guère plus aisée à instaurer et le programme de désétatisation demeure limité. L'économie brésilienne s'ouvre à la concurrence.

26 mars 1991 : Signature du traité d'Asunción qui donne naissance au Mercosul, entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay et rompt avec des décennies de protectionnisme.

1992 : Les scandales se succèdent. Le président est mis en cause en mai par son propre frère. On découvre notamment un très grand réseau de corruption et de trafic d'influence dans son entourage.

24 août 1992 : Le rapport de la commission d'enquête du Congrès incrimine directement le président, accusé de corruption passive et de forfaiture. Dans les semaines qui suivent, une procédure de destitution est lancée.

29 décembre 1992 : Le président Collor présente sa démission. Ce même jour, Itamar Franco devient président du Brésil. Par sa modestie et son austérité, il contraste avec son prédécesseur. Toutefois, il ne saura pas se montrer à la hauteur de sa charge. Son gouvernement ne compte que peu de personnalités et, en dépit de ses efforts d'union, il ne parvient pas à rallier le PT. Au sein de ce gouvernement inexpérimenté, la figure de Fernando Henrique Cardoso se détache, aux Affaires étrangères tout d'abord, puis aux Finances.

Décembre 1993 : Cardoso lance le plan Real afin de tenter de stabiliser la monnaie.

1er juillet 1994 : Création d'une nouvelle monnaie, le real, à parité avec le dollar. En quelques mois, les différentes mesures financières aboutissent à une baisse spectaculaire de l'inflation.

3 octobre 1994 : Cardoso remporte les élections présidentielles, avec 54,3 % des suffrages, contre Lula. Son programme économique est fondé sur trois principes : empêcher le retour de l'inflation grâce à une stricte politique monétariste, insérer le Brésil dans la mondialisation et l'ouvrir aux investissements étrangers ; enfin, il faut moderniser l'Etat en le rendant plus efficace. Pour cela, il passe de larges alliances, y compris avec les anciennes oligarchies politiques et sociales. Des privatisations sont entreprises, suscitant l'opposition du PT.

Mai 1995 : Grève d'un mois de la Petrobras, afin de conserver le monopole de l'exploitation, de l'importation et du raffinage du pétrole et du gaz.

Dans la décennie 1990 : La déforestation connaît son apogée, avec le recul incessant du front pionnier. Elle diminue par la suite.

4 octobre 1998 : Cardoso remporte pour la seconde fois les élections présidentielles, devançant une fois de plus Lula.

Décembre 1998 : Remise à plat du régime des retraites afin de rééquilibrer les comptes.

De 1998 à 2002 : La dette publique a explosé. La balance commerciale est sans cesse déficitaire, le chômage a atteint les 7 % et les salariés employés dans le secteur informel, c'est-à-dire sans protection sociale, représentent 27 % des travailleurs. Quand Cardoso quitte le pouvoir en 2002, sa popularité est très faible. Le Brésil n'en demeure pas moins une grande puissance industrielle et économique grâce, notamment, à la Petrobras et au Banco do Brasil. En outre, un réseau de solidarité sociale s'est également mis en place sous le second mandat de Cardoso, avec, par exemple, la distribution de bourses pour que les enfants fréquentent l'école ou encore un système de bourses alimentaires pour les enfants et les femmes enceintes qui bénéficient en même temps d'une protection sanitaire. Un programme a également tenté d'éradiquer le travail des enfants de 7 à 16 ans, sans succès. Enfin, les plus pauvres ont désormais accès aux soins. Même dans le domaine de la politique foncière, certains réajustements ont eu lieu. Grâce à la mise en place de la réforme agraire, de 1995 à 2002, 635 000 familles ont reçu un lot de terre : beaucoup reste cependant à faire.

2000 : Adoption de la loi de Responsabilité budgétaire.

27 octobre 2002 : Victoire de Lula à la présidentielle, il l'emporte au second tour avec 61 % des voix contre José Serra, candidat du PSDB. C'est aussi la victoire du Parti des travailleurs qui apparaît, dans un climat de corruption ambiant, comme un parti différent et mu par l'idée du bien commun. Lula, pendant sa campagne, cherche à rassurer les électeurs, en s'efforçant de faire oublier la radicalité du PT d'autrefois. Il donne également des gages au FMI et doit faire des concessions car le PT est très minoritaire au Congrès. Lula accorde ainsi des ministères à ses alliés, sans toujours tenir compte de leur efficacité et de leurs compétences. Le président tente par ailleurs d'allier libéralisme économique (les privatisations sont stoppées) et intervention publique dans le domaine social. Il évite tant que faire se peut d'avoir recours à la mobilisation sociale : sous sa présidence, les grèves sont d'ailleurs très rares.

Sous la présidence de Lula, le Brésil s'affirme comme puissance diplomatique, ouvrant en l'espace d'une décennie quarante nouvelles ambassades tandis que le président accomplit près de 300 voyages diplomatiques. Le pays noue aussi des relations privilégiées avec différents pays du tiers-monde et émergents. Au titre de puissance et de son influence dans le monde, le Brésil revendique un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Décembre 2003 : L'adoption de la réforme des retraites représente un signe de la présidence vis-à-vis des marchés financiers et entraîne une scission au sein du PT car l'aile radicale du parti le refuse. Plusieurs parlementaires fondent alors le parti Socialisme et Liberté (PSOL).

Juin 2005 : Le scandale des « grosses mensualités » éclate, dévoilant le système de financement du PT par des détournements d'argent public. L'image du parti est bien sûr ternie.

29 octobre 2006 : Lula remporte une nouvelle fois les élections présidentielles au second tour, avec 61 % des suffrages.

2006 et 2009 : Deux sommets Afrique-Amérique du Sud se tiennent.

2007-2010 : L'Etat s'engage dans la lutte contre la pauvreté. Les salaires augmentent très substantiellement et le programme Bourse-Famille reprend. En 2013, il concerne 13,7 millions de famille, soit près de 40 millions de personnes. De nombreux progrès économiques ont été accomplis sous la présidence de Lula et le Brésil est parvenu à sortir rapidement de la crise des années 2008-2009. La dette n'est cependant pas effacée et le Brésil est l'un des pays émergents les plus endettés.

2008 : Naissance de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), composée des Etats du Mercosul et de la Communauté andine, les deux unions douanières sud-américaines. Elle s'inspire du modèle de l'Union européenne, avec pour ambition de construire une identité sud-américaine et un espace régional intégré.

2010 : Le recensement fait apparaître une population urbaine à 85 %. Le pays compte 16 villes millionnaires dont deux mégapoles (Rio et São Paulo avec, respectivement, 12 et 21 millions d'habitants). En outre, le poids du Sud-est s'amointrit en faveur des régions pionnières du Nord et du Centre-Ouest qui attirent les migrants. Selon un recensement, le pays compte 47,7 % de Blancs, 43,1 % de métis, 7,6 % de Noirs, 1 % de Jaunes et 0,4 % d'indigènes. En fait, une grande majorité de la population est métisse, les Blancs ayant souvent des femmes noires ou indigènes et les Noirs des hommes blancs parmi leurs ancêtres.

A cette même date, le pays compte, selon la FAO, 13 millions de personnes sous-alimentées et 22,4 % de la population serait vulnérable. 3,7 millions d'enfants de 5 à 17 ans travaillent. Les habitants des favelas sont encore très nombreux à ne pas avoir accès à l'eau, à l'électricité et à l'hygiène. Ces favelas comptent de nombreux travailleurs employés dans les quartiers aisés. Les inégalités ethniques sont également importantes : les Noirs et les métis sont les plus touchés par la pauvreté et l'analphabétisme. Le Brésil est aussi l'un des pays les plus violents au monde, du fait de son histoire, du narcotrafic, des grandes inégalités sociales et de la possession généralisée

d'armes à feu. De 1980 à 2010, 800 000 personnes ont été tuées par arme à feu.

Alors qu'en 1980, le pays comptait 90 % de catholiques, ils ne représentent plus que 65 % de la population en 2010. Les églises évangéliques attirent de nombreux fidèles, passés de 26 à 42 millions de 2000 à 2010.

31 octobre 2010 : Du fait de la grande popularité de Lula, Dilma Rousseff, qu'il a choisie pour lui succéder, l'emporte sans difficulté au second tour de la présidentielle, face à José Serra, candidat du PSDB. Première femme à accéder à de telles fonctions, elle mène une politique de maintien des grands équilibres. Elle poursuit la mise en œuvre des grands projets de création d'infrastructures et l'organisation de la Bourse-Famille, qui voient leurs moyens s'accroître. Elle inaugure le programme « Brésil sans misère » qui s'adresse aux 16 millions de Brésiliens les plus pauvres. Cependant, le Brésil est touché par la crise mondiale.

Décennie 2010 : Le Brésil s'affirme comme grande puissance agricole, au premier rang pour les exportations de café, de sucre, de volaille, d'éthanol, de tabac notamment. Un puissant complexe agro-industriel, une industrie alimentaire et un important secteur de la distribution se sont constitués autour de ces cultures. Les grandes firmes internationales sont présentes sur le territoire brésilien. Le lobby agro-industriel est très puissant et a réussi à imposer la culture de plants OGM. Le Brésil est aussi la 10^e puissance industrielle du monde, excellant notamment dans les domaines de l'aéronautique (Embraer) et du nucléaire civil. Le Sudeste, et particulièrement la région de São Paulo, demeure prépondérante dans la production industrielle.

2010 : La Chine devient la première destination des produits brésiliens.

2011 : Dilma Rousseff renvoie plusieurs ministres de Lula pour corruption et malversations, témoignant ainsi de son indépendance et de son souci d'intégrité. Par sa fermeté, notamment à l'égard des fonctionnaires en grève, elle parvient à se rallier une partie de l'électorat conservateur.

Juin 2013 : Le pays est marqué par d'importantes protestations contre l'augmentation des tarifs des transports publics. L'initiative provient des étudiants de São Paulo et se transforme en manifestations massives qui s'étendent à toutes les villes du pays. Parmi ces manifestants, on compte de nombreux jeunes issus des classes moyennes et ayant reçu une éducation poussée, dont beaucoup n'ont jamais manifesté. Ils réclament une amélioration de la qualité des services publics, une lutte plus résolue contre la corruption et dénoncent les investissements excessifs engagés pour la Coupe du monde. Le gouvernement cède et annule ces mesures d'augmentation.

11 juillet 2013 : Journée de luttes, le mouvement ayant été repris par les syndicats. La popularité de Dilma Rousseff a considérablement baissé et cette dernière doit envisager une réforme profonde pour diminuer les inégalités sociales.

Juin-juillet 2014 : Les manifestations reprennent au moment de la Coupe du monde de football, qui voit, suprême humiliation, l'élimination de l'équipe nationale.

26 octobre 2014 : Dilma Rousseff est réélue avec seulement 51,6 % des voix face au candidat du PSDB, Aécio Neves. En même temps, le PT recule à la Chambre et au Sénat. Deux défis s'imposent à la présidente : la relance de l'économie et la lutte contre la corruption

A peine réélue, Dilma Rousseff doit faire face au scandale qui éclabousse la firme pétrolière Petrobras et une bonne partie de la classe politique, notamment certains de ses amis du Parti des travailleurs. La présidente a affirmé ne pas être au courant des ces dérives et a annoncé l'engagement d'une lutte sans merci contre la corruption. Cela n'a pas suffi à stopper sa chute vertigineuse dans les sondages au cours des mois suivants. Au-delà de cet épisode très médiatisé, le Brésil, longtemps considéré comme l'un des pays les plus dynamiques et les plus prometteurs des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) a révélé des faiblesses structurelles qui handicapent sérieusement ses perspectives de développement et de croissance (celle-ci est passée de 7,5 % au moment où D. Rousseff a succédé à Lula en 2010 à 1 % en 2012, puis à 2,3% en 2013, avant que le pays n'entre en récession).

Ces résultats ont conduit au remplacement du ministre des Finances, Guido Mantega, par un économiste « orthodoxe » inspiré par l'école de Chicago, Joaquim Levy. Après dix années de forte croissance, l'augmentation spectaculaire des effectifs de la classe moyenne et un progrès des normes sociales, le « modèle brésilien » s'est essoufflé. La production industrielle et les investissements ont enregistré un net recul. L'inflation est demeurée élevée et la consommation a baissé, les marchés ont commencé à se méfier du Brésil et plusieurs agences de notation ont diminué sa note. La baisse du coût des matières premières et le ralentissement du commerce avec la Chine et l'Europe ont confirmé cette tendance négative, aggravée par le fort endettement des ménages. Taux d'intérêt élevé, pesanteurs bureaucratiques et permanence de la corruption viennent aggraver le tableau et la politique interventionniste de Dilma Rousseff n'a rien pu faire face à ces tendances lourdes, alors que le déficit budgétaire atteint 5 % du PIB en 2014. L'organisation de la Coupe du monde de football n'y a rien changé et il y a fort à parier qu'il en ira de même pour les jeux Olympiques de 2016. Fort de potentialités considérables, le Brésil doit encore définir une voie de développement originale, capable de mobiliser le consensus social nécessaire et de garantir son indépendance dans un processus de mondialisation de plus en plus contesté.

Fin 2013: Le pays a connu une croissance de 2,3% et une croissance des investissements de 6%, ce qui incline à l'optimisme le ministre des finances Guido Mantega, au moment où va s'ouvrir l'année 2014; Ces prévisions ne se sont pas confirmées car le pays est entré en récession au premier semestre pur ne retrouver que 0,1% de croissance au troisième trimestre. L'inflation (à 6,6% en novembre) est demeurée trop élevée, ce qui a entraîné un baisse de la consommation. Il apparaît que le Brésil dont la croissance avait impressionné avant la crise de 2008, afit désormais partie du groupe des "Cinq fragiles" au sein duquel il se retrouve avec la Turquie, l'Inde, l'Afrique du sud et l'Indonésie..

La priorité a été donnée par Dilma Rousseff à l'assainissement des comptes publics et à la stabilisation de l'inflation. Le remplacement aux finances de Guido Mantega par Joaquin Levy confirme le choix de la rigueur, à l'opposé des promesses formulées durant la campagne électorale. Une volonté saluée par les marchés ciers mais qui risque, à l'inverse, de décourager les électeurs du Parti des Travailleurs. D'autant que, pendant le même temps, Dilma Rousseff, réélue de justesse présidente en octobre 2014, s'est trouvée confrontée à un scandale de corruption concernant la firme publique Petrobras. Les malversations révélées atteignent un milliard d'euros. Près de 70 élus et de nombreux entrepreneurs sont concernés. Malgré ses dénégations, la présidente n'inspire plus confiance à 70% des Brésiliens.

2015: La crise s'aggrave au point qu'une demande de destitution est lancée contre la présidente en décembre, à l'issue d'une année marquée ar une récession de 3%. Durant l'été, la popularité de la présidente tombe à 8%. L'âge d'or de Lula, qui bénéficiait de la hausse des matères premières, de la découverte de gisements de pétrole et de l'émergence d'une classe moyenne paraît désormais

révolu. Ce qui crée de profondes frustrations dans une population qui avait imaginé que les progrès obtenus étaient définitivement acquis. Les manifestations où l'on entend crier "Fora Dilma" (Dilma dehors) se multiplient et témoignent de l'ampleur de la crise, alors que la gauche apparaît pour longtemps discréditée. Seule Marina Silva, porte-voix des écologistes, semble épargnée par le rejet que manifestent les électeurs brésiliens.

2016: Deux ans après la Coupe du Monde de football, l'organisation des Jeux Olympiques de Rio laissait augurer une relance de l'économie. La déception a été de taille et certains économistes ont comparé la situation du Brésil à celle qu'a connue la Grèce après les jeux d'Athènes. de 2004. Le déséquilibre budgétaire et la corruption sont en effet au rendez-vous. La destitution, en août 2015, de la présidente Dilma Rousseff a porté au pouvoir Michel Temer, un centriste bénéficiant du soutien des milieux d'affaires mais incapable d'entraîner l'adhésion de l'opinion. Les résultats économiques espérés ne sont pas là et le Brésil a renoué avec le chômage de masse, avec plus de douze millions de demandeurs d'emploi. Sur le plan judiciaire, tous les partis sont éclaboussés par l'enquête anti corruption baptisée "Lava jato".

2017: La croissance (annoncée à 1% pour l'année) est de retour dès janvier, après les récessions spectaculaires de 2015 (- 3,8%) et 2016(- 3,6%). Le climat politique, marqué par une perte de confiance majeure vis à vis des grands partis, n'est cependant guère favorable aux investissements. L'augmentation de la production et le ralentissement de l'inflation sont toutefois encourageants.

Soupçonné d'être lié aux corrompus, le président Temer ne parvient pas cependant à s'imposer aux yeux de l'opinion, dans un contexte de mécontentement très largement partagé, lié la persistance du chômage, à l'insécurité de plus en plus insupportable et aux déficiences de l'éducation et du système de santé.

2018: L'année marque une rupture majeure dans l'histoire récente du pays. Elle a vu en effet, en octobre, l'élection inattendue à la présidence d'un candidat "populiste", Jair Bolsonaro, un ancien officier nostalgique de la dictature militaire, qui a vigoureusement fait campagne sur l'insécurité et sur la corruption incarnée par Lula, le "père des pauvres", rendu responsable de la mauvaise situation économique alors qu'il est en prison et dans l'impossibilité de se présenter à des élections présidentielles pour lesquelles il était initialement donné gagnant.

Bolsonaro l'a emporté au deuxième tour, avec 55,1% des voix, face à Fernando Haddad, le représentant du Parti des Travailleurs (44,9%) Sans surprise, c'est dans le Nordeste pauvre que Haddad a fait ses meilleurs scores alors que Bolsonaro s'imposait largement dans les Etats "gauchos" du sud. L'action du juge Sergio Moro, qui a conduit l'enquête "Lava Jato" est sévèrement jugée par les observateurs qui lui reprochent d'avoir ouvert la voie au "populiste" Bolsonaro. Celui-ci entend mener une politique économique libérale, rétablir l'ordre et la sécurité, lutter contre la corruption et mettre en oeuvre une ambitieuse politique de développement des infrastructures. Il se voit accusé de vouloir revenir sur les droits accordés aux minorités amérindiennes et ne manifeste guère d'intérêt pour les questions écologiques, au nom du développement jugé nécessaire de l'Amazonie.

Dans la longue durée sud-américaine, Bolsonaro apparaît comme un "homme fort" animé d'une volonté réformatrice (certains ont pu évoquer à son sujet les expériences antérieures de Getulio Vargas au Brésil et de Juan Peron en Argentine) mais qui pourrait être tenté par l'autoritarisme, en un temps où la démocratie parlementaire suscite un grand désenchantement dans une Amérique du Sud où les opinions paraissent tout à fait désabusées après l'échec des recettes libérales et des tentatives "bolivariennes" engagées au Venezuela.

